

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3000

22 décembre 2008

### SOMMAIRE

Abnoba-Global .....	143993	H & A Lux Bond Dynamic .....	143973
Amber Trust S.C.A., SICAF-SIF .....	143999	H & A Lux Bond Dynamic .....	143974
aquinta .....	143974	H & A Lux Unternehmerfonds .....	143973
Argentabank Luxembourg S.A. ....	143955	H & A Lux Unternehmerfonds .....	143973
Arrigoni Invest S.A. ....	143962	iii European Property Lux AcquiCo 1 S.à	
AS Sicav .....	143957	r.l. ....	143964
Blue Chip Selection .....	143960	Isolde .....	143991
Carestin S.A. ....	143963	KBC Select Investors .....	143961
Carmignac Portfolio .....	143964	LuxGlobal .....	143996
Carraro International S.A. ....	143991	MBM .....	143991
C Chateau VII S.à r.l. ....	143999	MC Premium .....	143959
CC Invest S.à r.l. ....	143963	MEAC-Fonds .....	143997
CEGEDEL société anonyme (Compagnie		Mecam Funds .....	143997
Grand-Ducale d'Electricité du Luxem-		MG Global Allocation .....	143993
bourg) .....	143954	MG Global Strategies .....	143996
Cisco Systems Luxembourg International		Nascent Group S.A. ....	143993
S.à r.l. ....	143999	Opera Masters SCA SICAR .....	143962
Cisco Systems Luxembourg S.à r.l. ....	143999	Ositech Holding S.A. ....	143998
Comgest Panda .....	143959	PATRIZIA Real Estate 20 S.à r.l. ....	144000
Crüwell .....	143991	Pictet Funds (LUX) .....	143958
DAC .....	143964	Pictet Sicav II .....	143956
DAC .....	143972	Pimas-Umbrella SICAV .....	143977
DreSpa Premium .....	143997	PKM .....	143996
Eaton Holding VII S.à r.l. ....	143998	Securitas2007 .....	143993
Eaton Moeller Holding S.à r.l. ....	143998	Selection F .....	143961
Fininco .....	143998	Silverside Shipping S.A. ....	143954
First Service Holding S.A. ....	143954	Société Européenne de Services et de	
FT II .....	143993	Courtage S.A. ....	143960
Girasolar Lux France S.A. ....	143974	Standard Life Investments Global SICAV	
Green Electricity Master Invest .....	143966	.....	143957
Gryon S.A. ....	143961	TB-Fonds .....	143991
HAC World Top-Investors .....	143997	Zembla S.A. ....	144000

**Silverside Shipping S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.  
R.C.S. Luxembourg B 99.545.

Sie werden hiermit zu einer

**ORDENTLICHEN HAUPTVERSAMMLUNG**

der Aktionäre von SILVERSIDE SHIPPING S.A., welche am 7. Januar 2009 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz mit der nachfolgenden Tagesordnung stattfinden wird, eingeladen:

*Tagesordnung:*

1. Berichte des Verwaltungsrates und des Kommissars
2. Vorlage und Genehmigung der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung per 31.12.2007
3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Kommissars
4. Mandatsverlängerungen
5. Verschiedenes

*Im Namen und Auftrag des Verwaltungsrates.*

Référence de publication: 2008152317/17.

**First Service Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 105.192.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le vendredi 30 janvier 2009 à 11.30 heures par-devant notaire au siège social de la société à Luxembourg, 23, rue Beaumont, 6<sup>e</sup> étage

*Ordre du jour:*

1. Suppression de la valeur nominale des actions;
2. Première réduction du capital social par absorption de pertes à concurrence de 257.401,59 EUR pour le porter de son montant actuel de 631.000,- EUR à 373.598,41 EUR, sans annulation d'actions;
3. Deuxième réduction du capital social par transfert aux réserves libres à concurrence de 173.598,41 EUR pour le porter de son montant de 373.598,41 EUR à 200.000,- EUR, sans annulation d'actions;
4. Augmentation de capital à concurrence de 50.000,- EUR, pour le porter de son montant de 200.000,- EUR à 250.000,- EUR avec paiement d'une prime d'émission de 550.000,- EUR, par émission de 31.550 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale avec les mêmes droits que les actions anciennes; réception et donné acte de souscriptions, éventuelle suppression du droit préférentiel de souscription des anciens actionnaires par vote spécial de l'assemblée aux conditions légales et sur un rapport spécial du conseil d'administration;
5. Modification de l'article 3 des statuts sociaux pour l'adapter aux résolutions à prendre en vertu des dispositions qui précèdent;
6. Divers.

Luxembourg, le 17 décembre 2008.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2008154235/535/25.

**CEGEDEL, CEGEDEL société anonyme (Compagnie Grand-Ducale d'Electricité du Luxembourg), Société Anonyme.**

Siège social: L-1445 Strassen, 2, rue Thomas Edison.  
R.C.S. Luxembourg B 4.513.

Nous avons l'honneur de convoquer Mesdames et Messieurs les actionnaires de la Cegedel, société anonyme, à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le vendredi 9 janvier 2009 à 11.00 heures, au siège social, 2, rue Thomas Edison à Strassen, à l'effet de délibérer sur les objets suivants:

*Ordre du jour:*

1. Paiement d'un dividende exceptionnel brut de 14,87 euros par action
2. Nominations statutaires

Conformément à l'article 35 des statuts, les propriétaires d'actions au porteur qui désirent assister à l'assemblée générale ou s'y faire représenter doivent faire le dépôt de leurs titres au plus tard le 2 janvier 2009 au siège social ou à l'un des établissements ci-après:

**DANS LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG:**

- 1) à la BGL, à Luxembourg;
  - 2) à la Dexia - Banque Internationale à Luxembourg, à Luxembourg;
  - 3) à la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, à Luxembourg;
  - 4) à la Banque de Luxembourg, à Luxembourg;
  - 5) à la Société Générale Bank & Trust, à Luxembourg;
- ou à leurs succursales et agences.

**EN BELGIQUE:**

- 1) à la Fortis Bank, à Bruxelles;
  - 2) à la Dexia Banque Belgique, à Bruxelles;
- ou à leurs succursales et agences.

Les procurations devront être déposées au siège social de la société au plus tard le 6 janvier 2009.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2008154821/2846/30.

---

**Argentabank Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 27, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 35.185.

Nous avons l'honneur de convoquer Mesdames et Messieurs les porteurs des obligations issues des émissions suivantes:

- Emprunt obligataire de EUR 50.000.000,00 à 4,00 %, "ABL E 18", 2004-2010, code ISIN: XS0182554138, représenté par des titres au porteur d'une valeur nominale de EUR 5.000,00, date d'émission: 16 janvier 2004, date d'échéance: 16 janvier 2010,

- Emprunt obligataire de EUR 50.000.000,00 à 4,00 %, "ABL E 17", 2003-2010, code ISIN: XS0179529432, représenté par des titres au porteur d'une valeur nominale de EUR 5.000,00, date d'émission: 28 novembre 2003, date d'échéance: 28 novembre 2010,

- Emprunt obligataire de EUR 50.000.000,00 à 3,60 %, "ABL E 22", 2006-2012, code ISIN: XS0246032378, représenté par des titres au porteur d'une valeur nominale de EUR 5.000,00, date d'émission: 20 mars 2006, date d'échéance: 20 mars 2012,

- Emprunt obligataire de EUR 50.000.000,00 à 3,60 %, "ABL E 23", 2006-2012, code ISIN: XS0248097221, représenté par des obligations au porteur d'une valeur nominale de EUR 5.000,00, date d'émission: 7 avril 2006, date d'échéance: 7 avril 2012,

- Emprunt obligataire de EUR 50.000.000,00 à 3,75 %, "ABL E 19", 2005 à 2013, code ISIN: XS0226485943, représenté par des obligations au porteur d'une valeur nominale de EUR 5.000,00, date d'émission: 30 août 2005, date d'échéance: 30 août 2013,

- Emprunt obligataire de EUR 50.000.000,00 à 3,75 %, "ABL E 20", 2005-2013, code ISIN: XS0228961560, représenté par des obligations au porteur d'une valeur nominale de EUR 5.000,00, date d'émission: 29 septembre 2005, date d'échéance: 29 septembre 2013,

- Emprunt obligataire de EUR 50.000.000,00 à 3,75 %, "ABL E 21", 2005-2013, code ISIN: XS0235179909, représenté par des obligations au porteur d'une valeur nominale de EUR 5.000,00, date d'émission 29 novembre 2005, date d'échéance: 29 novembre 2013,

- Emprunt obligataire de EUR 50.000.000,00 à 4,00 %, "ABL E 24", 2006-2014, code ISIN: XS0260466700, représenté par des titres au porteur d'une valeur nominale de EUR 5.000,00, date d'émission: 25 juillet 2006, date d'échéance: 25 juillet 2014, en

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu au siège social de la banque, à L-1724 Luxembourg, 27, boulevard du Prince Henri, le 12 janvier 2009 à 11.30 heures pour statuer conformément à l'article 67-1 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- Modification de l'article 3 des statuts d'Argentabank Luxembourg S.A. (objet social)
- Proposition: Il est proposé à l'assemblée de modifier l'article 3 des statuts comme suit:

- Art. 3. "La société a pour objet toutes activités relevant des banques ou établissements de crédit, en particulier recevoir tous dépôts et de faire toutes opérations de crédit, ainsi que toutes transactions quelles qu'elles soient, en matière de valeurs mobilières, de métaux précieux, de gestion de fortune, de fiduciaire et de[s] services financiers.
- Elle peut créer des sociétés filiales et prendre toute participation dans des sociétés ou associations relevant, ou non, du secteur financier et plus généralement faire, soit pour son propre compte, soit pour compte d'autrui, toutes opérations mobilières ou immobilières, nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet.
- La société a en outre pour objet l'activité d'agent d'assurances conformément à la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et toute loi remplaçante.
- Elle peut enfin et de façon générale réaliser toutes opérations financières, administratives, de gestion ou de conseil, directement ou indirectement en rapport avec ces activités.»

Etant donné que l'assemblée est appelée à délibérer sur une question qui est commune à tous les obligataires, ceux-ci sont, conformément à l'article 93 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, convoqués par la présente en une assemblée unique.

Tous les obligataires ont le droit de voter par eux-mêmes ou par mandataires.

Chaque obligataire qui désire assister et voter à l'assemblée générale ou s'y faire représenter, doit justifier de sa qualité d'obligataire en déposant un certificat émis par la banque auprès de laquelle cet obligataire a déposé ses obligations (i) indiquant les obligations détenues et (ii) confirmant le blocage des titres ainsi détenus jusqu'au lundi 12 janvier 2009 inclus (certificat de blocage). Les obligataires qui détiennent physiquement leurs titres doivent d'abord déposer ceux-ci auprès d'une banque luxembourgeoise dûment agréée et demander à cette même banque de préparer le certificat de blocage visé ci-avant.

Chaque obligataire peut participer et voter à l'Assemblée Générale des Obligataires à condition d'avoir déposé ou instruit sa banque de déposer l'original du certificat de blocage mentionné ci-avant, au moins cinq jours ouvrables avant l'assemblée au siège de la Société. Chaque obligataire recevra une copie du certificat de blocage et devra apporter cette copie ainsi que ses papiers d'identité à l'assemblée générale.

Les obligataires qui désirent voter par l'intermédiaire d'un mandataire doivent déposer le certificat de blocage visé ci-avant ensemble avec une procuration en original dans le délai fixé ci-avant au siège de la banque. La procuration doit être signée par l'obligataire, et, en cas de société, par une personne dûment autorisée. Le mandataire recevra une copie du certificat de blocage et de la procuration et devra apporter ces documents ensemble ses papiers d'identité à l'Assemblée Générale.

Les formulaires de procuration sont à la disposition des obligataires au siège de la banque.

Référence de publication: 2008154823/283/70.

---

### **Pictet Sicav II, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 1, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 108.950.

Les actionnaires de la société sont avisés que l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 19 décembre 2008 n'a pu délibérer à défaut de quorum de présence. Une nouvelle

#### **ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

se tiendra en conséquence au siège social de la Société, 1 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, le 23 janvier 2009 à 14h30, avec le même ordre du jour, à savoir:

#### *Ordre du jour:*

- Modification du 3<sup>ème</sup> paragraphe de l'article 21 des statuts
- Modification du dernier paragraphe de l'article 21 des statuts
- Modification du premier paragraphe de l'article 23 des statuts
- Modification de l'article 23 des statuts afin de retirer le point C; renumérotation des paragraphes suivants
- Modification du premier paragraphe de l'article 24 des statuts
- Divers.

A cette nouvelle assemblée, les décisions seront prises sans exigences de quorum à la majorité des deux tiers des actions présentes et représentées.

Les actionnaires ne pouvant assister en personne à l'assemblée peuvent s'y faire représenter au moyen d'une procuration disponible au siège social de la Société. Cette procuration dûment complétée devra être renvoyée au siège social de la Société, pour le 22 janvier 2009 au plus tard.

La procuration précédemment envoyée restera toutefois valable.

Le texte des modifications des statuts peut être consulté, sans frais, au siège social de la Société.

*Pour le compte du Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008156374/755/26.

---

**AS Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 61.833.

—  
The ANNUAL GENERAL MEETING

of the Shareholders ("the Meeting") of the AS SICAV will be held at the company's registered office on *January 14, 2009* at 2.30 P.M.

*Agenda:*

1. To hear and approve:
  - a) the management report of the directors
  - b) the report of the auditor
2. To approve the statement of assets and liabilities and the statement of operations for the financial year ended as at September 30, 2008
3. Allocation of the net results
4. To discharge the directors with respect to their performance of duties during the financial year ended as at September 30, 2008
5. To elect the directors and the auditor to serve for the financial year 2009
6. Miscellaneous

Shareholders are advised that no quorum is required for the adoption of resolutions by the Meeting and that resolutions will be passed by a majority of the votes cast by those shareholders present or represented at the Meeting.

For organizational reasons, those shareholders who wish to attend the Meeting in person are requested to register with AS SICAV, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, to the attention of Mr Christian Nowak (Fax No. +352 / 2460-3331), by January 12, 2009 at the latest.

BOARD OF DIRECTORS.

Référence de publication: 2008156375/755/26.

**Standard Life Investments Global SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Z. A. Bourmicht.  
R.C.S. Luxembourg B 78.797.

As the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders of the Company held at 5.00 p.m. on 3<sup>rd</sup> October 2008 did not reach the required quorum in order to deliberate on the below agenda, the Shareholders of the Company are invited to attend the reconvened Extraordinary General Meeting which will be held at 2-4, Place de Paris, L-1011 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg on *7 January 2009* at 11.30 a.m. CET with the following identical agenda:

*Agenda:*

1. Replacement of the words "all-inclusive fees" by the words "annual management charges" in the item (ii) of the eighth paragraph of article 12 of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") so that it is worded as follows:  
"(ii) all accrued or payable administrative expenses (including annual management charges and any other third party fees);".
2. Replacement of the words "all-inclusive fees" by the words "annual management charges" in the item (v) of the eighth paragraph of article 12 of the Articles so that it is worded as follows:  
"(v) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares of the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable and all costs incurred by the Company, which shall comprise annual management charges, fees payable to its directors (including all reasonable out-of-pocket expenses), investment advisors (if any), accountants, the administrative agent, corporate agents, domiciliary agents, paying agents, registrars, transfer agents, permanent representatives in places of registration, distributors, trustees, fiduciaries, correspondent banks and any other agent employed by the Company, fees for legal and auditing services, costs of any proposed listings and of maintaining such listings, promotion, printing, reporting and publishing expenses (including reasonable marketing and advertising expenses and costs of preparing, translating and printing in different languages) of prospectuses, addenda, explanatory memoranda, registration statements, annual reports and semi-annual reports, all taxes levied on the assets and the income of the Company (in particular, the "taxe d'abonnement" and any stamp duties payable), registration fees and other expenses payable to governmental and supervisory authorities in any relevant jurisdictions, insurance costs (but not beyond the portion of the blanket insurance policy, if any, maintained by the Standard Life group of

companies attributable to the Company), costs of extraordinary measures carried out in the interests of shareholders (in particular, but not limited to, arranging expert opinions and dealing with legal proceedings) and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, custody fee and customary transaction fees and charges charged by the custodian bank or its agents (including free payments and receipts and any reasonable out-of-pocket expenses, i.e. stamp taxes, registration costs, scrip fees, special transportation costs, etc.), customary brokerage fees and commissions charged by banks and brokers for securities transactions and similar transactions, interest and postage, telephone, facsimile and telex charges. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period."

3. Replacement of the words "all-inclusive fee" by the words "annual management charge" in the ninth paragraph of article 12 of the Articles so that it is worded as follows:

"The Company is entitled to pay a maximum annual management charge of up to 2% per annum of the net assets of each sub-fund."

4. Deletion of the words "and for the first time in 2002" in the first paragraph of article 16 of the Articles so that it is worded as follows:

"The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting, on the first Thursday in May at midday (Luxembourg time). If such day is a bank holiday, then the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad (other than the UK) if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require."

There is no quorum requirement and the resolutions may be passed by a 2/3 majority of the votes cast at the reconvened Extraordinary General Meeting.

Shareholders who cannot be personally present at the reconvened Extraordinary General Meeting and wish to be represented are entitled to appoint a proxy to vote on their behalf. A proxy does not need to be a shareholder of the Company. To be valid, the form of proxy must be completed and received at the registered office of the Company (for the attention of Lieve Beelen, fax number + 352 45 14 14 439, 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg) by 6 January 2009 at 5.00 p.m.

*The board of directors of the Company.*

Référence de publication: 2008147437/1092/62.

### **Pictet Funds (LUX), Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 38.034.

Les actionnaires de la société sont avisés que l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 19 décembre 2008 n'a pu délibérer à défaut de quorum de présence. Une nouvelle

#### **ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

se tiendra en conséquence au siège social de la Société, 3 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, le 23 janvier 2009 à 14 heures, avec le même ordre du jour, à savoir:

#### *Ordre du jour:*

- Modification du 3<sup>ème</sup> paragraphe de l'article 21 des statuts
- Modification du dernier paragraphe de l'article 21 des statuts
- Modification du premier paragraphe de l'article 23 des statuts
- Modification de l'article 23 des statuts afin de retirer le point C
- Modification du premier paragraphe de l'article 24 des statuts
- Divers.

A cette nouvelle assemblée, les décisions seront prises sans exigences de quorum à la majorité des deux tiers des actions présentes et représentées.

Les actionnaires ne pouvant assister en personne à l'assemblée peuvent s'y faire représenter au moyen d'une procuration disponible au siège social de la Société. Cette procuration dûment complétée devra être renvoyée au siège social de la Société, pour le 22 janvier 2009 au plus tard.

La procuration précédemment envoyée restera toutefois valable.

Le texte des modifications des statuts peut être consulté, sans frais, au siège social de la Société.

*Pour le compte du Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008156378/755/26.

**Comgest Panda, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 58.116.

The Board of Directors of COMGEST PANDA is hereby pleased to invite you to attend the

**ANNUAL GENERAL MEETING**

that will be held on *January 19, 2009* at 11:00 a.m. at the Registered Office of the Company for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

*Agenda:*

1. Presentation of the reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor.
2. Approval of the financial statements as at September 30, 2008.
3. Allocation of results.
4. Discharge to the Directors in respect of the carrying out of their duties during the financial year ended on September 30, 2008.
5. Statutory elections.
6. Miscellaneous.

The Shareholders are aware that no quorum is needed for the meeting to pass a valid resolution. Resolutions will be passed by a simple majority of the Shareholders present or represented.

Registered Shareholders have to inform the Board of Directors of the Company by mail of their intention to attend the Meeting at least five business days prior to the date of the Meeting.

Registered Shareholders who cannot attend the Meeting in person are invited to send a duly completed, dated and signed proxy form no later than five business days prior to the date of the Meeting to Mrs Marie Bernot, CACEIS Bank Luxembourg, at 5 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg (fax: 00352.47.67.45.44).

With a view to validate your proxy, we would be very grateful if you could send us (to Mrs Marie Bernot) with the proxy a copy of your valid ID Card / passport or the updated list of the authorised signatures, in the case you act on behalf of a company. For lack of the disposal of the above-mentioned identification documents, your proxy will not be taken into consideration.

Proxy forms can be obtained from the Registered Office of the Company.

The annual report as at September 30, 2008 can be obtained from the Registered Office of the Company.

*THE BOARD OF DIRECTORS.*

Référence de publication: 2008156377/755/32.

**MC Premium, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 68.826.

Da das gesetzliche Quorum bei der am 21. November 2008 geführten außerordentlichen Generalversammlung nicht erreicht worden ist, laden wir hiermit die Anteilhaber und -inhaberinnen zu einer

**ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG**

unserer Gesellschaft ein, welche am *6. Januar 2009* um 15:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfinden wird. Der Versammlung werden folgende Punkte der Tagesordnung zum Beschluss vorgelegt

*Tagesordnung:*

1. Namensänderung der Gesellschaft "MC PREMIUM" in "VALARTIS FUNDS (LUX. I)" - Änderung des Artikels 1 und 5.

Die Beschlüsse über die Tagesordnung der Generalversammlung verlangen kein Quorum und werden mit einer einfachen Mehrheit der ausgedrückten Stimmen gefasst. Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme. Jeder Aktionär kann sich bei der Versammlung vertreten lassen.

Um an der Hauptversammlung teilzunehmen, soll jeder Aktionär seine Aktien bis spätestens den 2. Januar 2009 bei der KBL European Private Bankers S.A., 43, Boulevard Royal, L-2955 Luxemburg hinterlegen.

*Der Verwaltungsrat.*

Référence de publication: 2008149808/755/20.

**Blue Chip Selection, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 71.119.

As the net assets of the BLUE CHIP SELECTION (the "Company") have fallen below one fourth of the minimum level required by the law dated 20th December 2002 relating to undertakings for collective investment, the Board of Directors of the Company must submit the question of the dissolution of the Company to a General Meeting of Shareholders for which no quorum shall be prescribed and which shall decide by one fourth of the Shares present or represented at the meeting.

Consequently, Shareholders of the Company are kindly invited to attend an

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

which will be held, in front of a notary public, at the registered office of the Company on *December 31, 2008* at 11.00 a.m. for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

*Agenda:*

1. Decision to dissolve and liquidate the Company;
2. Appointment of a liquidator and determination of its powers and remuneration;
3. Appointment of Deloitte as auditor to the liquidation;
4. Discharge to the Directors;
5. Miscellaneous.

In accordance with the provisions of the Article 22 of the Articles of Incorporation of the Company, the determination of the Net Asset Value, the issue, redemption and conversion of shares in the Company may be suspended as soon as a meeting is called during which the liquidation of the Company shall be put forward. Therefore, the Shareholders are informed that the determination of the Net Asset Value per share and the issue, redemption and conversion of shares in the Company will be suspended as from December 9, 2008.

In order to attend the Meeting, the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting at the registered office of the SICAV.

Luxembourg, December 9, 2008.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2008150437/584/29.

---

**Société Européenne de Services et de Courtage S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 86.213.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *31 décembre 2008* à 11.00 heures à Luxembourg, 18, rue de l'Eau (2<sup>e</sup> étage) avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Constatation du report de la date de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. Rapports de gestion du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
3. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31.12.2007 et affectation du résultat;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Décision à prendre relativement à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
6. Décision à prendre par les actionnaires de la Société relativement à l'exigibilité des avances consenties à la société par ses actionnaires;
7. Démission de Messieurs Jean-Yves Nicolas, Marc Koeune, Sébastien Gravière et Michaël Zianveni de leurs mandats d'administrateur et de la société CEDERLUX-SERVICES S.à r.l. de son mandat de commissaire aux comptes.
8. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008151198/693/24.

---



**KBC Select Investors, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.  
R.C.S. Luxembourg B 129.293.

As the quorum required by law has not having been reached at the first Extraordinary General Meeting of shareholders held on November 26, 2008, a

**SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of shareholders will be held at the registered office of the fund on *January 6, 2009* at 2.30 p.m. with the following agenda:

*Agenda:*

- Modification of Article 26 as follow :

"the financial year of the SICAV starts on 1 January of each year and ends on 31 December of the following year.  
The first financial year will start on 20 June 2007 and will end on 31 December 2007."

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda. Proxies are available at the registered office of the SICAV.

In order to attend this meeting, the bearer shareholders have to deposit their shares on January 5, 2009 at the latest with KBL European Private Bankers S.A., 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2008149810/755/20.

**Selection F, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2008.

BANQUE DE LUXEMBOURG FUND RESEARCH & ASSET MANAGEMENT S.A.

Société Anonyme

Société de gestion

Signatures

BANQUE DE LUXEMBOURG

Société Anonyme

Banque Dépositaire

Signatures

Référence de publication: 2008151312/7/18.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX00907. - Reçu 42,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080179863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2008.

**Gryon S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 68.275.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *31 décembre 2008* à 10.00 heures à Luxembourg, 18, rue de l'Eau (2<sup>e</sup> étage) avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Constatation du report de la date de l'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. Rapports de gestion du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
3. Approbation des bilan et compte de profits et pertes au 31.12.2007 et affectation du résultat;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Décision à prendre relativement à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;

6. Décision à prendre par les actionnaires de la Société relativement à l'exigibilité des avances consenties à la société par ses actionnaires;
7. Démission de Messieurs Jean-Yves Nicolas, Marc Koeune, Sébastien Gravière et Michaël Zianveni de leurs mandats d'administrateur et de la société CEDERLUX-SERVICES S.à r.l. de son mandat de commissaire aux comptes.
8. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008151215/693/24.

---

**Opera Masters SCA SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 115.895.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de la société OPERA MASTERS SCA, SICAR qui se réunira le 30 décembre 2008 à 9.00 heures au 1A, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du réviseur d'entreprises relatifs à l'exercice clôturé au 31 décembre 2007;
2. Lecture et approbation des comptes annuels et affectation du résultat de l'exercice social clôturé au 31 décembre 2007;
3. Décharge à donner au gérant et au réviseur d'entreprises pour l'exercice social clôturé au 31 décembre 2007;
4. Divers.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire ne requièrent pas de quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actions présentes ou représentées.

*Le Gérant.*

Référence de publication: 2008151413/6341/21.

---

**Arrigoni Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 52.801.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de la société "ARRIGONI INVEST S.A." qui se réunira le mardi 30 décembre 2008 à 15.00 heures, au 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Lecture des comptes annuels comprenant les bilans, les comptes de profits et pertes et les annexes, et lecture des rapports du Commissaire aux Comptes relatifs aux exercices écoulés au 31 décembre 2006 et 31 décembre 2007;
2. Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2006 et 31 décembre 2007 et affectation des résultats;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour les exercices sociaux clôturés au 31 décembre 2006 et 31 décembre 2007;
4. Transfert du siège social de la Société;
5. Divers.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire ne requièrent pas de quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actions présentes ou représentées.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008151549/6341/21.

---

**CC Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1670 Senningerberg, 12, Gromscheid.

R.C.S. Luxembourg B 111.856.

L'an deux mille huit, le dix-neuf novembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Monsieur Nicolas BUCK, industriel, né à Luxembourg, le 30 août 1968, demeurant professionnellement à L-3372 Leudelange, Zone Industrielle Am Bann,

représentée par Madame Simone MERSCH, employée privée, demeurant professionnellement à L-3372 Leudelange, Zone Industrielle Am Bann, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Leudelange, le 14 novembre 2008, ci-annexée.

Lequel comparant, agissant en sa qualité de seul et unique associé de la société à responsabilité limitée «CC INVEST S.à r.l.», ayant son siège social au 12, Gromscheid, L-1670 Senningerberg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 111.856, constituée suivant acte notarié du 31 octobre 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 332 du 15 février 2006 prend les résolutions suivantes:

*Première résolution*L'associé unique décide que chaque année sociale de la Société commencera le 1<sup>er</sup> janvier et finira le 31 décembre de la même année.En conséquence, l'associé unique décide que l'année sociale qui a débuté le 1<sup>er</sup> novembre 2008 sera clôturée le 31 décembre 2008.*Deuxième résolution*

Par conséquent, l'associé unique décide de modifier l'article 16 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

**«Art. 16.** L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.»

DONT ACTE, fait et passé à Leudelange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée par le notaire, la mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: S. MERSCH, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 20 novembre 2008. Relation: EAC/2008/14276. - Reçu douze Euros (12,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 11 décembre 2008.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2008155518/239/36.

(080185618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

**Carestin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.

R.C.S. Luxembourg B 56.396.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires de la société anonyme CARESTIN SA, prédésignée, sont convoqués à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**

de ladite société anonyme qui se tiendra exceptionnellement le mardi 30 décembre 2008 à 15.00 heures au siège social sis à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

- décision à prendre dans le cadre des dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
- pouvoirs à donner;
- questions diverses.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2008149975/7430/16.

**Carmignac Portfolio, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 70.409.

Une

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des actionnaires de CARMIGNAC PORTFOLIO, Sicav se tiendra au siège de Fortis Banque Luxembourg S.A., 50 avenue J.F. Kennedy à Luxembourg, le 30 décembre 2008 à 15 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Nomination de KPMG Audit en qualité de réviseur d'entreprises de la Société en remplacement de Deloitte S.A.
2. Divers

Aucun quorum de présence n'est exigé pour cette assemblée et les résolutions sont prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées.

Pour pouvoir assister ou être représentés à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur devront faire part de leur désir d'assister à l'assemblée et effectuer le dépôt de leurs actions aux guichets des agences de FORTIS BANQUE LUXEMBOURG S.A. cinq jours francs au moins avant la réunion.

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître leur intention de prendre part à l'assemblée.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2008152206/755/21.

**DAC, Fonds Commun de Placement.**

Das Sondervermögen DAC wurde von der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den DAC ist das allgemeine Verwaltungsreglement, das am 1. Dezember 2008 in Kraft trat, integraler Bestandteil. Dieses allgemeine Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxembourg hinterlegt, und der diesbezügliche Hinterlegungsvermerk wurde am 22. Dezember 2008 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, veröffentlicht.

Ergänzend bzw. abweichend gelten die Bestimmungen des Sonderreglements des DAC, das am 1. Dezember 2008 in Kraft tritt und beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 22. Dezember 2008.

Luxembourg, den 1. Dezember 2008.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008153112/1346/21.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03617. - Reçu 22,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080181602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2008.

**iii European Property Lux AcquiCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 140.044.

In the year two thousand and eight, on the first December.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in SANEM (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Mrs Julia Holm-Hadulla, lawyer, with professional address at 4, place de Paris, 1011 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

acting in her capacity as a special attorney-in-fact of the board of managers of the company "iii European Property Lux AcquiCo 1 S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, with registered office at 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand

Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 140.044, incorporated by notarial deed before Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, on 8 July 2008, published in the Mémorial C number 1900 on 1 August 2008, page 91156 (the "Company" or the "Absorbing Company") which articles of incorporation have not been amended yet,

by virtue of a resolution taken by Board of Managers on 14 October 2008,

a copy of the minutes of the Board Meeting, after being signed "ne varietur" by the attorney-in-fact and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed with which it shall be formalised.

Said appearing person, acting in her said capacity, has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements:

- That in accordance with the merger proposal in notarial form, following a deed of the undersigned notary on 14 October 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2648 of 30 October 2008, the Company, as the absorbing company (the "Absorbing Company"), and the company "iii European Property Lux PropCo 1 S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, with registered office at 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 141.206, incorporated by a notarial deed on 13 August 2008, published in the Mémorial C number 2274 on 17 September 2008, page 109141, which articles of incorporation have not been amended yet (the "Absorbed Company"), contemplated to merge;

- that no shareholder of the absorbing company required, during the delay of one (1) month following the publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, of the merger proposal, the notice of an extraordinary general meeting of the Absorbing Company, called to pronounce on the approval of the merger;

- consequently, the merger became effective and entailed ipso jure the universal transfer, both as between the merging companies and towards third parties, of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company. Moreover, the Absorbing Company will as from today carry out all agreements and obligations of whatever kind of the Absorbed Company such as these agreements and obligations exist and in particular carry out all agreements existing with the creditors of the Absorbed Company and will be subrogated to all rights and obligations from such agreements;

- following the merger, the Absorbed Company ceased to exist, full and entire discharge is granted to the directors and to the statutory auditor;

- following the absorption of the Absorbed Company by the Absorbing Company, the shares of the Absorbed Company shall be cancelled and books and documents of the Absorbed Company shall be kept during the legal period (five (5) years) at the registered office of the absorbing company, at 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English followed by a French version and that at the request of the appearing persons and in case of divergences between the two versions, the English version will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary, by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, notary, this original deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille huit, le premier décembre.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Madame Julia Holm-Hadulla, avocate, avec adresse professionnelle au 4, Place de Paris, 1011 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial du conseil de gérance de la société à responsabilité limitée "iii European Property Lux AcquiCo 1 S.à r.l.", avec siège social au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140.044, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, le 8 juillet 2008, publié au Mémorial C numéro 1900 du 1<sup>er</sup> août 2008, page 91156 (la "Société"), dont les statuts n'ont pas encore été modifiés,

en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré par une résolution prise par le Conseil de gérance le 14 octobre 2008,

une copie desdites résolutions du conseil d'administration, après avoir été signée "ne varietur" par la mandataire et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte à des fins d'enregistrement.

Lequel comparant, agissant en ladite qualité, a requis le notaire soussigné de documenter les déclarations et constatations suivantes:

- qu'aux termes d'un projet de fusion établi sous forme notariée, suivant acte du notaire soussigné en date du 14 octobre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2648 du 30 octobre 2008, la Société, en tant que société absorbante (la "Société Absorbante") et la société "iii European Property Lux PropCo 1 S.à r.l.", avec siège social au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Com-

merce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.206, constituée suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, le 13 août 2008, publié au Mémorial C numéro 2274 du 17 septembre 2008, page 109141, dont les statuts n'ont pas encore été modifiés,

en tant que société absorbée (la "Société Absorbée"), ont projeté de fusionner;

- qu'aucun actionnaire de la Société Absorbante n'a requis, pendant le délai d'un (1) mois suivant la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, du projet de fusion, la convocation d'une assemblée générale extraordinaire de la Société Absorbante, appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion;

- qu'en conséquence la fusion est devenue définitive et a entraîné de plein droit la transmission universelle tant entre les sociétés fusionnantes qu'à l'égard de tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante. De plus, la Société Absorbante exécutera à partir de ce jour tous les contrats et obligations, de quelle que nature qu'ils soient, de la Société Absorbée tels que ces contrats et obligations existent à cette date et exécutera en particulier tous les contrats existant avec les créanciers de la Société Absorbée et sera subrogée à tous les droits et obligations provenant de ces contrats;

- que suite à la fusion intervenue, la Société Absorbée a cessé d'exister, décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes;

- que suite encore à l'absorption de la Société Absorbée par la Société Absorbante, les actions de la Société Absorbée seront annulées et les livres et documents de ces dernières seront conservés pendant le délai légal (cinq (5) ans) au siège de la Société Absorbante, au 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui parle et comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande des mêmes comparantes et en cas de divergences entre les deux versions, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire soussigné par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, elles ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. HOLM-HADULLA, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 4 décembre 2008. Relation: EAC/2008/14822. — Reçu douze Euros (12,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): BOIÇA.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 8 décembre 2008.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2008153111/239/102.

(080183146) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2008.

### Green Electricity Master Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 143.337.

### — STATUTS

L'an deux mille huit, le cinq décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### A COMPARU:

"Degroof Gestion Institutionnelle - Luxembourg", société anonyme ayant son siège social au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant au nom et pour le compte de "Degroof Green Fund", un fonds d'investissement spécialisé luxembourgeois constitué sous la forme d'un fonds commun de placement conformément à la loi luxembourgeoise du 13 février 2007 concernant les fonds d'investissements spécialisés,

ici représentée par Madame Frédérique MIGNON, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle, paraphée "ne varietur" par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être déposée en même temps auprès des autorités d'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant ès dites qualités, a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts d'une "société anonyme" comme suit:

#### Titre I<sup>er</sup> .- Dénomination, Siège, Objet, Durée

##### 1. Forme - Dénomination.

1.1 La Société est une société anonyme luxembourgeoise régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (et en particulier, la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (la "Loi de 1915") et par les présents statuts (les "Statuts").

1.2 La Société adopte la dénomination "Green Electricity Master Invest".

## **2. Siège social.**

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré vers toute autre commune à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale de ses actionnaires délibérant selon la manière prévue pour la modification des Statuts.

2.3 Le conseil d'administration de la Société (le "Conseil d'Administration") est autorisé à changer l'adresse de la Société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

2.4 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produisent ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera prise par le Conseil d'Administration.

2.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

## **3. Objet.**

3.1 La Société a pour objet l'acquisition et la détention de tous intérêts, directement ou indirectement, sous quelle forme que ce soit, dans toutes autres entités luxembourgeoises ou étrangères, entre autre par voie de souscription ou acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que l'administration, le développement et la gestion d'une telle détention d'intérêts.

3.2 La Société pourra effectuer des investissements immobiliers, soit directement, soit à travers la détention, directe ou indirecte, de participations dans des filiales de la Société détenant ces investissements.

3.3 La Société pourra également apporter toute assistance, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement à toutes sociétés, notamment aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect ou à toute société qui serait un actionnaire direct ou indirect de la Société ou toute société appartenant au même groupe de la Société (ci-après reprises comme les "Sociétés Apparentées"), étant entendu que la Société ne conclura de transactions qui auraient pour conséquence de l'engager dans toute activité considérée comme une activité réglementée du secteur financier. A titre accessoire de cette assistance, la Société pourra également apporter à ses Sociétés Apparentées toute assistance administrative ou commerciale.

3.4 La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes, étant entendu que la Société ne conclura de transactions qui auraient pour conséquence de l'engager dans toute activité considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

3.4.1 conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toute forme de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment par l'émission d'obligations, de titres, de billets à ordre, certificats et autres instruments de dette ou titres de dette, convertibles ou non, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

3.4.2 avancer, prêter ou déposer des fonds ou donner crédit à ou avec ou de souscrire à ou acquérir tous instruments de dette, avec ou sans garantie, émis par une entité luxembourgeoise ou étrangère pouvant être considérée comme performante;

3.4.3 accorder toute garantie, donner tous gages ou toute autre forme de sûretés, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou une partie de l'entreprise, du patrimoine immobilier (présents ou futurs), pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées, dans les limites autorisées par une quelconque disposition légale applicable; et

3.4.4 conclure des contrats, notamment des contrats d'association, des contrats de placement, des accords de gestion, des contrats de gestion, des contrats de consultance, des contrats d'administration et autres contrats de services, des contrats de vente, des contrats d'échange d'intérêt et/ou de cours, et autres contrats financiers dérivés en relation avec son objet.

3.5 Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes opérations ou procéder à des investissements commerciaux, techniques ou financiers et en général toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ainsi que toutes opérations en relation directe ou indirecte facilitant l'accomplissement de son objet dans tous les secteurs prédécrits.

## **4. Durée.**

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

## **Titre II.- Capital**

### **5. Capital.**

5.1 Le capital souscrit est fixé à trente-cinq mille Euros (EUR 35.000,-) représenté par des actions de classe A, B et C (les "Actions de Classe A, B et C") étant émises en faveur du Compartiment Renewable Energy Fund (le "Compartiment"),

un Compartiment faisant partie de Degroof Green Fund, un Fonds commun de placement - Fonds d'investissement spécialisé ("le Fonds") établi à Luxembourg;

- (i) zéro [0] Action de classe A de mille Euros (EUR 1.000,-) chacune (les "Actions de Classe A");
- (ii) sept (7) Actions de classe B de mille Euros (EUR 1.000,-) chacune (les "Actions de Classe B");
- (iii) vingt-huit (28) Actions de classe C de mille Euros (EUR 1.000,-) chacune (les "Actions de Classe C").

Les détenteurs d'actions dans la Société, sans distinction de classe ou sous-classe, sont repris comme étant les "Actionnaires".

5.2 Les Actions de Classe A, B et C sont des actions émises de la Société se rapportant au compartiment existant du Fonds connu comme étant le Compartiment Renewable Energy Fund (comme défini dans le Memorandum d'Offre ("le Memorandum d'Offre") se rapportant au Fonds "Degroof Green Fund - Renewable Energy Fund" et daté de mai 2008) (le "Compartiment"). Conformément au reste des statuts, chaque Classe des Actions A, B et C reflétera les obligations applicables aux trois (3) classes d'"units" existantes (A, B et C) du Fonds émises dans le cadre du Compartiment.

5.3 Toute prime d'émission payée par un actionnaire au moment de l'émission des actions par la Société, que ce soit lors de la constitution ou au moment de l'augmentation de capital sera, sauf décision contraire par le Fonds ou l'assemblée générale des actionnaires, versé sur un compte spécial de prime d'émission, à créer au moment d'une telle souscription, qui se rapportera uniquement aux actions souscrites par cet actionnaire. Dans le cas d'un transfert d'actions par un actionnaire, la prime d'émission se rapportant à ces actions sera transférée simultanément avec les actions affectées. Toute prime d'émission versée sur un compte spécial de prime d'émission ne sera remboursée à aucun actionnaire, autre que le détenteur des actions à laquelle ladite prime d'émission se rapporte.

**6. Nature des actions.** Les actions sont, en principe, nominatives, ou au porteur à la demande des Actionnaires et dans le respect des conditions légales.

**7. Versements.** Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que le Conseil d'Administration déterminera dans ces cas. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

#### **8. Modification du capital.**

8.1 Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décisions de l'Assemblée Générale des Actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

8.2 La Société peut racheter ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

### **Titre III.- Administrateurs, Conseil d'Administration, Commissaires**

#### **9. Conseil d'Administration ou Administrateur Unique.**

9.1 En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

9.2 Si la Société est constituée par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que toutes les actions de la Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique ("Administrateur Unique") jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire. Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans ce cas, une telle personne morale nommera un représentant permanent qui assurera ses fonctions au nom et pour le compte de la personne morale. La personne morale en question ne peut révoquer son représentant permanent qu'en nommant en même temps un successeur.

9.3 Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans aucune indication de la durée de leur mandat seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

9.4 En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restant nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

#### **10. Réunions du Conseil d'Administration.**

10.1 Le Conseil d'Administration élira parmi ses membres un Président. Le premier Président peut être nommé par la première assemblée générale des Actionnaires. En cas d'empêchement du Président, il sera remplacé par l'Administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

10.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou d'un Administrateur. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

10.3 Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée. Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par une autre personne qui n'a pas besoin d'être Administrateur, en lui donnant une procuration par écrit, par télégramme, par télécopie ou par tout autre moyen. Un Administrateur peut également désigner par téléphone un autre Administrateur pour le représenter. Cette désignation devra être confirmée par une lettre écrite.



10.4 Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité simple des votes exprimés. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

10.5 L'utilisation des moyens de vidéo conférence et de conférence téléphonique permettant l'identification de chaque Administrateur participant est autorisée. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil permettant à toutes les personnes prenant part à la réunion de s'entendre de façon continue et permettant une participation effective de ces personnes à la réunion. La participation à la réunion par ces moyens est équivalente à la participation à la réunion en personne. Une réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée avoir été tenue au siège social de la Société. Chaque Administrateur participant est habilité à prendre part au vote par téléphone ou par visioconférence.

10.6 Des résolutions du Conseil d'Administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les Administrateurs. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax, e-mail, télégramme ou télex. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoqué.

10.7 Les votes pourront également être exprimés par fax, e-mail ou par téléphone, à condition, dans cette dernière hypothèse, que le vote soit confirmé par écrit.

10.8 Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par le Président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs. Des extraits seront certifiés par le Président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs.

### **11. Pouvoirs généraux du Conseil d'Administration.**

11.1 Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

11.2 Tout Administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Lors de la prochaine assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, il sera spécialement rendu compte des opérations dans lesquelles un des Administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

11.3 En cas d'un Actionnaire Unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Administrateur Unique ayant un intérêt opposé à celui de la Société. Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque les décisions du Conseil d'Administration de la Société ou de l'Administrateur Unique concernent des opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

### **12. Délégation de pouvoirs.**

12.1 Le Conseil d'Administration pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite journalière des affaires, à un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration, directeurs, gérants ou autres agents, personne morale ou physique, Actionnaire ou non de la Société, agissant dans les conditions et avec tels pouvoirs que le Conseil déterminera.

12.2 Le Conseil d'Administration pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être Administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

12.3 Le premier Administrateur-délégué peut être nommé par la première assemblée générale des Actionnaires.

### **13. Représentation de la Société.**

13.1 Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par deux Administrateurs ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

13.2 Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur-délégué nommé pour la gestion et les opérations courantes de la Société et pour la représentation de la Société dans la gestion et les opérations courantes, par la seule signature de l'Administrateur-délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

### **14. Commissaire aux comptes.**

14.1 La Société est contrôlée par un ou plusieurs commissaires aux comptes.

14.2 L'assemblée générale des Actionnaires désigne le(s) commissaire(s) aux comptes et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leurs fonctions. Leur nomination ne pourra toutefois excéder six ans. Les commissaires aux comptes élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de trois ans.

Les commissaires aux comptes sont rééligibles.

#### **Titre IV.- Assemblée générale des actionnaires**

##### **15. Pouvoirs de l'actionnaire unique / assemblée générale des actionnaires.**

15.1 La Société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution, ainsi que par la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

15.2 S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

15.3 En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des Actionnaires représente tous les Actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

15.4 Toute assemblée générale sera convoquée par le Conseil d'Administration par convocation écrite envoyée à chacun des Actionnaires en conformité avec la Loi. Elle sera convoquée à la demande des actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société. Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation ou de publication. Les actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social de la Société peuvent demander l'ajout d'un ou de plusieurs points sur l'ordre du jour de toute assemblée générale des actionnaires. Une telle demande doit être adressée au siège social de la Société par courrier recommandé au moins cinq (5) jours avant la date de l'assemblée.

15.5 Tout actionnaire peut voter au moyen de formulaires envoyés par poste ou par fax au siège social de la Société ou à l'adresse mentionnée dans la convocation. Les actionnaires ne peuvent utiliser que les formulaires mis à la disposition par la Société, qui mentionnent au moins le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, les propositions soumises à la décision de l'assemblée, ainsi que, pour chaque proposition, trois cases permettant à l'actionnaire de voter pour, contre ou de s'abstenir du vote sur chaque proposition en cochant la case adéquate.

Les formulaires qui ne contiennent ni un vote pour, ni un vote contre la résolution, ni une abstention, seront nuls. La Société ne prendra en compte que les formulaires reçus trois (3) jours avant la réunion de l'assemblée générale.

15.6 Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

15.7 Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par vidéoconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

15.8 Sauf dans les cas déterminés par la Loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

15.9 Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

15.10 Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la Loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibérera valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

15.11 Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des Actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

**16. Lieu et date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires.** L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se réunit dans la ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations, à Luxembourg le premier mardi du mois de juin à 11.00 heures.

**17. Autres assemblées générales des actionnaires.** Tout Administrateur ou le commissaire peut convoquer d'autres assemblées générales. Une assemblée générale doit être convoquée sur la demande d'Actionnaires représentant dix pour cent du capital social.

**18. Votes.** Chaque Action donne droit à une voix. Un Actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des Actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des Actionnaires, par une autre personne désignée par écrit ou par télégramme, télex ou téléfax.

#### **Titre V.- Année sociale, Répartition des bénéfices**

##### **19. Année sociale.**

19.1 L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le dernier jour de décembre de chaque année.

19.2 Le Conseil d'Administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire des Actionnaires, aux commissaires qui commenteront ces documents dans leur rapport.

## **20. Répartition des bénéfices.**

20.1 Chaque année cinq pour cent au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent du capital de la Société.

20.2 En vertu de la transparence du Fonds ainsi que son compartiment Renewable Energy Fund, les bénéfices nets que les détenteurs des Actions de Classes A, B et C se verront attribuer seront répartis entre ces derniers de façon à entièrement refléter les règles de répartition fixés à l'article 19 de la section spécial du Memorandum d'Offre et concernant le partage des bénéfices; à savoir:

- les répartitions seront effectuées d'abord aux Actionnaires en proportion avec la contribution que chacun a versé au Fonds dans le cadre des Appels de fond ("capital call") effectués par ce dernier ("le Capital Investi"), étant entendu que les répartitions aux actionnaires des Sous-Classes A, B et C seront effectuées dans l'ordre de priorité et selon les montants suivants:

(i) Rendement sur le Capital Investi: En premier lieu, 100% aux Actionnaires jusqu'à ce que les distributions cumulatives atteignent un montant équivalent à leurs montants respectifs de Capital Investi

(ii) 7% Rendement Privilégié: En second lieu, 100% aux Actionnaires jusqu'à ce que les distributions cumulatives atteignent un taux interne de rentabilité composé de 7% par an par rapport à leurs montants respectifs de Capital Investi.

(iii) 25% du "Carried Interest": Au delà, 75% à tous les Actionnaires et 25% aux actionnaires de Classe B et C, Carried Interest qui lui même sera réparti comme suit:

- 20% du Carried Interest sera payé aux actionnaires de Classe B; et

- 80% du Carried Interest sera payé aux actionnaires de Classe C.

20.3 La méthode de répartition des bénéfices décrite au point 20.2 sera en vigueur aussi longtemps que les actions de la Société seront détenues par DGI au nom et pour le compte du Fonds en rapport avec le Compartiment Renewable Energy Fund. Dès la cession des actions à un ou des autre(s) actionnaire(s), la répartition des bénéfices se fera selon la quote-part détenue par chaque actionnaire dans le capital de la Société.

20.4 Malgré les dispositions qui précèdent, le Conseil de la Société peut décider de payer des dividendes intérimaires au(x) Actionnaire(s) de chaque Classe avant la fin de l'année sociale, conformément au droit des Sociétés et aux règles de répartition prévues à l'article 20.2 ci-avant.

## **Titre VI.- Dissolution, liquidation**

### **21. Dissolution, liquidation.**

21.1 La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des Actionnaires, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des Statuts.

21.2 Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des Actionnaires.

21.3 Après le paiement de toutes les dettes et charges vis à vis de la Société et les frais de liquidation, la recette nette de liquidation sera distribuée aux Actionnaires conformément aux clauses de distributions prévues aux Articles 20.2 et 20.3 ci-dessus.

## **Titre VII.- Loi applicable**

**22. Loi applicable.** La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, trouvera son application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts.

### *Dispositions transitoires*

1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2009.

2.- La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2010.

### *Souscription et libération*

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, Degroof Gestion Institutionnelle - Luxembourg, dont le siège social est situé rue Eugène Rupert, L-2453 Luxembourg, agissant au nom et pour le compte de Degroof Green Fund, un Fonds d'investissement spécialisé constitué sous la forme d'un fonds commun de placement conformément à la loi luxembourgeoise du 13 février 2007 concernant les fonds d'investissement spécialisés, en rapport avec le Compartiment Renewable Energy Fund, déclare souscrire les actions comme suit:

0 Actions de la Classe A: 0,- EUR

7 Actions de la Classe B: 7.000,- EUR

28 Actions de la Classe C: 28.000,- EUR

Toutes ces actions ont été intégralement libérées, le montant de trente-cinq mille Euros (EUR 35.000,-) étant dès lors immédiatement à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

143972

*Déclaration*

Le notaire qui rédige déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

*Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, en relation avec sa constitution, est évalué par les parties à deux mille cinq cents euros.

*Première assemblée extraordinaire de l'actionnaire unique*

La partie prémentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit et agissant en qualité d'Actionnaire Unique de la Société en conformité avec l'Article 15.1 des Statuts, a immédiatement pris les résolutions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg);
2. Les personnes suivantes ont été appelées à la fonction d'Administrateur pour une durée de six (6) ans
  - Monsieur William Vermeersch, Directeur-Adjoint de la Banque Degroof S.A., avec adresse professionnelle au 44, rue de l'Industrie, B-1040 Bruxelles.
  - Monsieur Tom Depauw, Attaché de Direction de la Banque Degroof Luxembourg S.A., avec adresse professionnelle au 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
  - Madame Hilde Vandenbroeck, Directeur Adjoint de la Banque Degroof S.A., demeurant professionnellement au 44, rue de l'Industrie, B-1040 Bruxelles.
  - "TTR Luxembourg S.A.", ayant son siège social au 155 rue Cents, L-1319 Luxembourg, représenté par son représentant permanent Monsieur Christophe GILAIN, demeurant professionnellement au 155, rue Cents, L-1319 Luxembourg.

Monsieur William Vermeersch, prénommé, est nommé Président du Conseil d'Administration.

3. A été nommée comme commissaire aux comptes pour une période de trois (3) ans:

"PricewaterhouseCoopers S.à r.l.", ayant son siège social au 400, rue d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. MIGNON, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 9 décembre 2008. Relation: EAC/2008/14979. - Reçu cent soixante-quinze Euros (35.000,- à 0,5% = 175,- EUR).

*Le Receveur (signé): SANTIONI.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 10 décembre 2008.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2008153118/239/339.

(080182420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2008.

**DAC, Fonds Commun de Placement.**

Das Sondervermögen DAC wurde von der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den Fonds gilt das allgemeine Verwaltungsreglement, welches am 1. Dezember 2008 in Kraft trat und zwecks Veröffentlichung am 22. Dezember 2008 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 22. Dezember 2008.

Luxemburg, den 1. Dezember 2008.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008153113/1346/18.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03630. - Reçu 36,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080181596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2008.

### **H & A Lux Unternehmerfonds, Fonds Commun de Placement.**

Das Sondervermögen H & A Lux Unternehmerfonds wurde von der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den Fonds gilt das allgemeine Verwaltungsreglement, welches am 2. Dezember 2008 in Kraft trat und zwecks Veröffentlichung am 22. Dezember 2008 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 22. Dezember 2008.

Luxemburg, den 2. Dezember 2008.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.  
Unterschriften

Référence de publication: 2008153114/1346/18.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03837. - Reçu 36,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080182672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2008.

---

### **H & A Lux Bond Dynamic, Fonds Commun de Placement.**

Das Sondervermögen H & A Lux Bond Dynamic wurde von der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den Fonds gilt das allgemeine Verwaltungsreglement, welches am 2. Dezember 2008 in Kraft trat und zwecks Veröffentlichung am 22. Dezember 2008 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 22. Dezember 2008.

Luxemburg, den 2. Dezember 2008.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.  
Unterschriften

Référence de publication: 2008153116/1346/18.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03843. - Reçu 36,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080182675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2008.

---

### **H & A Lux Unternehmerfonds, Fonds Commun de Placement.**

Das Sondervermögen H & A Lux Unternehmerfonds wurde von der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den H & A Lux Unternehmerfonds ist das allgemeine Verwaltungsreglement, das am 2. Dezember 2008 in Kraft trat, integraler Bestandteil. Dieses allgemeine Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxembourg hinterlegt, und der diesbezügliche Hinterlegungsvermerk wurde am 22. Dezember 2008 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, veröffentlicht.

Ergänzend bzw. abweichend gelten die Bestimmungen des Sonderreglements des H & A Lux Unternehmerfonds, das am 2. Dezember 2008 in Kraft tritt und beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 22. Dezember 2008.

Luxemburg, den 2. Dezember 2008.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008153115/1346/21.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03841. - Reçu 20,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080182674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2008.

### **H & A Lux Bond Dynamic, Fonds Commun de Placement.**

Das Sondervermögen H & A Lux Bond Dynamic wurde von der Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A. nach Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen gegründet und erfüllt die Anforderungen der geänderten Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften Nr. 85/611 EWG vom 20. Dezember 1985.

Für den H & A Lux Bond Dynamic ist das allgemeine Verwaltungsreglement, das am 2. Dezember 2008 in Kraft trat, integraler Bestandteil. Dieses allgemeine Verwaltungsreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt, und der diesbezügliche Hinterlegungsvermerk wurde am 22. Dezember 2008 im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht.

Ergänzend bzw. abweichend gelten die Bestimmungen des Sonderreglements des H & A Lux Bond Dynamic, das am 2. Dezember 2008 in Kraft tritt und beim Handels- und Gesellschaftsregister hinterlegt wurde.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 22. Dezember 2008.

Luxemburg, den 2. Dezember 2008.

Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008153117/1346/21.

Enregistré à Luxembourg, le 9 décembre 2008, réf. LSO-CX03844. - Reçu 20,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080182677) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 décembre 2008.

### **aquinta, Fonds Commun de Placement.**

Das mit Wirkung vom 15. Dezember 2008 gültige Verwaltungsreglement 12/2008 des spezialisierten Investmentfonds (SIF) quinta wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 10.12.2008.

Anell / Strowa.

Référence de publication: 2008153968/2393/11.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05659. - Reçu 40,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080184911) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

### **Girasolar Lux France S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8080 Bertrange, 35, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 143.448.

### STATUTS

L'an deux mille huit, le dix-sept novembre.

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

Ont comparu:

1.- Monsieur Gary Steve TER BRAAK, manager, né à Eindhoven (Pays-Bas), le 4 juillet 1966, demeurant à F-57360 Amnéville les Thermes, 3, rue d'Acacias;

2.- La société GIRASOLAR B.V., établie et ayant son siège social à Munsterstraat 9, 7418 EV DEVENTER (Pays-Bas), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés des Pays-Bas sous le numéro 08120149,

ici représentée par un de ses gérants, à savoir la société Interdisciplinary Services and Assistance B.V., avec siège social à Munsterstraat 9, 7418 EV DEVENTER (Pays-Bas), elle même représentée par son gérant, Monsieur Wieland Michael KOORNSTRA, gestionnaire de société, demeurant à 7411 AH Deventer, 121, Meester HT de Boerlaan.

Lesquels comparants, présents ou représentés, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux.

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par les présentes entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société anonyme sous la dénomination de: GIRASOLAR LUX FRANCE S.A.

**Art. 2.** La société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute anticipativement par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts.

**Art. 3.** Le siège social est établi à Bertrange.

**Art. 4.** La société a pour objet la vente de systèmes d'énergie renouvelable, de panneaux solaires, ainsi que toutes prises de participations sous quelques formes que ce soit, dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets, et plus généralement toutes opérations commerciales, financières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société ou susceptible de contribuer à son développement.

La société pourra également, et accessoirement, acheter, vendre, louer, gérer tout bien immobilier tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (€ 31.000,-), représenté par CENT (100) ACTIONS d'une valeur nominale de TROIS CENT DIX EUROS (€ 310,-), chacune disposant d'une voix aux assemblées générales.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

**Art. 6.** En cas de pluralité d'actionnaires, la société doit être administrée par trois membres au moins, actionnaires ou non. Si la société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société a seulement un actionnaire restant, la composition du conseil administration peut être limitée à un seul membre, jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs ou l'administrateur unique seront nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder à des versements d'acomptes sur dividendes conformément aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la société, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou actionnaires ou non.

La société se trouve engagée, en toutes circonstances, par la signature conjointe de deux administrateurs ou en cas d'administrateur unique par la signature de cet administrateur.

En cas de nomination d'un administrateur-délégué, la société se trouve engagée par la signature de deux administrateurs dont obligatoirement celle de l'administrateur-délégué ou par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

**Art. 8.** Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la société par un des administrateurs, par l'administrateur unique ou la personne à ce déléguée par le conseil.

**Art. 9.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires; ils sont nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans. Ils sont rééligibles.

**Art. 10.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 11.** L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit au Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation, le premier mercredi du mois de juin à 10.00 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 12.** Tout actionnaire aura le droit de voter lui-même ou par mandataire.

**Art. 13.** L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

S'il y a un actionnaire unique, cet actionnaire exerce tous les pouvoirs conférés par l'assemblée des actionnaires de la société.

**Art. 14.** Pour tous points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

#### *Dispositions transitoires*

- Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 2008.
- La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2009.

#### *Souscription*

Le capital social a été souscrit comme suit:

1) Monsieur Gary Steve TER BRAAK, prénommé, QUARANTE-NEUF ACTIONS . . . . .	49
2) La société GIRASOLAR B.V., prénommée, CINQUANTE ET UNE ACTIONS . . . . .	51
TOTAL: CENT ACTIONS . . . . .	100

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées par des versements en numéraires de sorte que la somme de TRENTE ET UN MILLE EUROS (€ 31.000,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

#### *Constatation*

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 1.500,-).

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Et à l'instant les comparants ès qualités qu'ils agissent, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et à l'unanimité ils ont pris les résolutions suivantes.

#### *Première résolution*

Le nombre des administrateurs est fixé à trois.

Sont nommés administrateurs:

- a) Monsieur Gary Steve TER BRAAK, manager, né à Eindhoven (Pays-Bas), le 4 juillet 1966, demeurant à F-57360 Amnéville les Thermes, 3, rue d'Acacias;
- b) Madame Marie-Paule WITZ, coach, née à Metz (France), le 4 juillet 1958, demeurant à F-57360 Amnéville les Thermes, 3, rue d'Acacias;
- c) Monsieur Wieland Michael KOORNSTRA, gestionnaire de société, né à Leiden (Pays-Bas), le 16 décembre 1966, demeurant à 7411 AH Deventer, 121, Meester HT de Boerlaan.

#### *Deuxième résolution*

Le nombre de commissaires est fixé à un.

Est nommée commissaire aux comptes:

La société VOET & CO S.à r.l., avec siège social à L-8069 Bertrange, 15, rue de l'Industrie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 78.511.

#### *Troisième résolution*

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale de 2014.

#### *Quatrième résolution*

L'adresse de la société est fixée à L-8080 Bertrange, 35, route de Longwy.

L'assemblée autorise le conseil d'administration à fixer en tout temps une nouvelle adresse dans la localité du siège social statutaire.

#### *Réunion du conseil d'administration*

Monsieur Gary Steve TER BRAAK, Madame Marie-Paule WITZ, et Monsieur Wieland Michael KOORNSTRA, prénommés, ici présents, se considérant comme réunis en Conseil, ont pris à l'unanimité la décision suivante:



Monsieur Gary Steve TER BRAAK, prénommé est nommé administrateur-délégué et président du conseil d'administration.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale de 2014.

*Remarque*

Avant la clôture des présentes, le notaire instrumentant a attiré l'attention des constituants sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations requises pour exercer les activités plus amplement décrites comme objet social à l'article quatre des présents statuts.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: Ter Braak, Witz, Koornstra, Kessler.

Enregistré à Esch/Al. A.C., le 25 novembre 2008. Relation: EAC/2008/14452. — Reçu cent cinquante-cinq euros (31.000,- € à 0,5% = 155,- €).

Le Receveur ff. (signé): N. Boiça.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir aux fins de la publication au Memorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 8 décembre 2008.

Francis KESSELER.

Référence de publication: 2008153964/219/139.

(080185360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

**Pimas-Umbrella SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1952 Luxembourg, 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre.

R.C.S. Luxembourg B 143.368.

—  
STATUTEN

Im Jahre zweitausendacht, den fünften Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Marc Lecuit, mit Amtssitz in Mersch.

Ist erschienen:

Die Gesellschaft HSBC Trinkaus Investment Managers SA, Aktiengesellschaft, mit Sitz in L-1952 Luxembourg, 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg, Sektion B unter der Nummer 31.630,

hier vertreten durch Herrn Jürgen Berg, Administrateur-Délégué, beruflich wohnhaft in L-1952 Luxembourg, 1-7, rue Nina und Julien Lefèvre,

auf Grund einer privatschriftlichen Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 5. Dezember 2008.

Die vorerwähnte Vollmacht bleibt gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt.

Die Erschienene hat den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft, welche zukünftig bestehen soll, wie folgt zu beurkunden:

**Erster Abschnitt - Name, Sitz, Dauer und Gesellschaftszweck**

**Art. 1. Name.** Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche Inhaber von nachfolgend ausgegebenen Anteilen werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital ("Société d'investissement à capital variable") unter dem Namen "Pimas-Umbrella SICAV" (die "Gesellschaft").

**Art. 2. Sitz.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können auf Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg errichtet werden (keinesfalls indessen in den Vereinigten Staaten von Amerika, ihren Territorien oder Besitztümern).

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage in das Ausland verlagert werden; solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben; die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

**Art. 3. Dauer.** Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

**Art. 4. Gesellschaftszweck.** Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Anteilhabern die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahme ergreifen und Transaktion ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen ("Gesetz vom 20. Dezember 2002").

## Zweiter Abschnitt - Gesellschaftsvermögen, Anteile, Anteilwert

**Art. 5. Gesellschaftsvermögen, Anteilklassen.** Das Kapital der Gesellschaft wird durch voll einbezahlte Anteile ohne Nennwert vertreten und wird zu jeder Zeit dem gesamten Netto-Vermögenswert der Gesellschaft gemäß Artikel 11 dieser Satzung entsprechen. Das Mindestkapital wird sich auf das gesetzliche Mindestkapital, das heißt den Betrag in Höhe von einer Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,00 €) belaufen. Das Erstzeichnungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000,00 €) eingeteilt in dreihundertzehn (310) Anteile ohne Nennwert. Das Mindestkapital muss innerhalb von sechs Monaten ab dem Zeitpunkt der Zulassung der Gesellschaft erreicht sein.

Die Anteile, welche an der Gesellschaft gemäß Artikel 7 dieser Satzung ausgegeben werden, können auf Beschluss des Verwaltungsrates in Form von mehreren Anteilklassen ausgegeben werden. Das Entgelt für die Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse wird angelegt, im Einklang mit der Anlagepolitik, wie sie vom Verwaltungsrat für die einzelnen Teilfonds (gemäß nachstehender Definition), die für die jeweiligen Anteilklassen errichtet werden, bestimmt wird und unter Berücksichtigung der gesetzlichen oder vom Verwaltungsrat aufgestellten Anlagebeschränkungen, in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten.

Der Verwaltungsrat wird ein Portefeuille von Vermögenswerten einrichten, welches einen Teilfonds ("Teilfonds") im Sinne des Artikels 133 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 darstellt und für eine oder mehrere Anteilklassen in der in Artikel 11 dieser Satzung beschriebenen Art gebildet wird. Im Verhältnis der Anteilhaber untereinander wird jedes Portefeuille ausschließlich zugunsten der jeweiligen Anteilklasse(n) angelegt werden. Im Verhältnis zu Dritten haftet jeder Teilfonds lediglich für solche Verbindlichkeiten, die diesem Teilfonds zuzuordnen sind.

Der Verwaltungsrat kann jeden Teilfonds auf unbestimmte oder auf bestimmte Zeit errichten; in letzterem Falle kann der Verwaltungsrat die Laufzeit des entsprechenden Teilfonds nach Ablauf der ursprünglich vorgesehenen Laufzeit einmal oder mehrere Male verlängern. Nach Ablauf der Laufzeit eines Teilfonds wird die Gesellschaft alle Anteile der entsprechenden Anteilklasse(n) gemäß Artikel 8 dieser Satzung und unbeschadet der Bestimmungen gemäß Artikel 24 dieser Satzung zurücknehmen.

Bei jeder Verlängerung der Laufzeit eines Teilfonds werden die Inhaber von Namensanteilen durch eine Mitteilung an ihre, im Anteilregister der Gesellschaft eingetragene Adresse ordnungsgemäß schriftlich benachrichtigt. Die Gesellschaft wird die Inhaber von Inhaberanteilen durch eine Mitteilung, welche in vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Tageszeitungen veröffentlicht wird, benachrichtigen, sofern diese Anteilhaber und ihre Adressen der Gesellschaft nicht bekannt sind. Die Verkaufsunterlagen für Anteile der Gesellschaft werden die Laufzeit jedes Teilfonds und, so angebracht, seine Verlängerung angeben.

Zur Bestimmung des Gesellschaftsvermögens werden die einer Anteilklasse zuzuordnenden Netto-Vermögenswerte in Euro umgerechnet, soweit sie nicht bereits auf Euro lauten; das Gesellschaftsvermögen entspricht den Netto-Vermögenswerten aller Anteilklassen.

### Art. 6. Anteile.

1. Der Verwaltungsrat wird beschließen, ob die Gesellschaft Inhaber- und/oder Namensanteile ausgibt. Sofern Zertifikate über Inhaberanteile ausgegeben werden, werden sie in der Stückelung ausgegeben, wie dies der Verwaltungsrat bestimmt.

Alle ausgegebenen Namensanteile der Gesellschaft werden in das Anteilregister eingetragen, welches bei der Gesellschaft oder bei einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft bezeichneten Personen geführt wird, und dieses Register wird die Namen jedes Inhabers von Namensanteilen, seinen ständigen oder gewählten Wohnsitz, entsprechend den Angaben gegenüber der Gesellschaft, die Zahl der von ihm gehaltenen Namensanteile und den auf Anteilbruchteile bezahlten Betrag enthalten.

Der Eintrag des Namens des Anteilhabers in das Anteilregister dient als Nachweis der Berechtigung des Anteilhabers an solchen Namensanteilen. Die Gesellschaft wird darüber beschließen, ob ein Zertifikat über einen solchen Eintrag an den Anteilhaber ausgestellt werden soll oder ob der Anteilhaber eine schriftliche Bestätigung über seinen Anteilbesitz erhält.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben werden, können, auf Antrag des Anteilhabers, Namensanteile in Inhaberanteile und Inhaberanteile in Namensanteile umgetauscht werden. Ein Umtausch von Namensanteilen in Inhaberanteile erfolgt durch die Ungültigerklärung der - gegebenenfalls über die Namensanteile ausgestellten - Zertifikate nach Bestätigung, dass der Umtausch nicht zugunsten einer Ausgeschlossenen Person erfolgt und durch Ausgabe eines oder mehrerer Inhaberanteilzertifikate, welche die ungültig erklärten Namenszertifikate ersetzen; der Vorgang wird im Anteilregister zum Nachweis dieser Ungültigerklärung eingetragen. Der Umtausch von Inhaberanteilen in Namensanteile erfolgt durch Ungültigerklärung der Anteilzertifikate über die Inhaberanteile und gegebenenfalls durch Ausgabe von Anteilzertifikaten über Namensanteile an deren Stelle; zum Nachweis dieser Ausgabe erfolgt ein Eintrag im Anteilregister. Nach Ermessen des Verwaltungsrates können die Kosten eines solchen Umtauschs dem antragstellenden Anteilhaber belastet werden.

Vor Ausgabe von Inhaberanteilen und vor Umwandlung von Namensanteilen in Inhaberanteile kann die Gesellschaft den Nachweis zur Zufriedenheit des Verwaltungsrates verlangen, dass die Ausgabe oder der Umtausch nicht zur Folge haben, dass derartige Anteile durch eine Ausgeschlossene Person gehalten werden.

Anteilzertifikate werden durch zwei Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Die Unterschriften können handschriftlich erfolgen, gedruckt werden oder als Faksimile erstellt werden. Eine dieser Unterschriften kann durch eine hierzu ordnungsgemäß durch den Verwaltungsrat ermächtigte Person geleistet werden; in diesem Fall muss sie handschriftlich erfolgen. Die Gesellschaft kann vorläufige Anteilzertifikate in einer vom Verwaltungsrat zu beschließenden Form ausgeben.

2. Sofern Inhaberanteile ausgegeben werden, erfolgt die Übertragung von Inhaberanteilen durch Übergabe der entsprechenden Anteilzertifikate. Die Übertragung von Namensanteilen erfolgt (i) sofern Anteilzertifikate ausgegeben wurden, durch Übergabe an die Gesellschaft des oder der Zertifikate(s), welche diese Anteile repräsentieren, zusammen mit anderen Unterlagen, welche die Übertragung der Gesellschaft gegenüber in zufriedenstellender Weise nachweisen und (ii) sofern keine Anteilzertifikate ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, welche in das Anteilregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend vertretungsberechtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Namensanteilen wird in das Anteilregister eingetragen; diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder leitende Angestellte der Gesellschaft oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte Personen unterzeichnet.

3. Anteilinhaber, welche Namensanteile erhalten sollen, müssen der Gesellschaft eine Adresse mitteilen, an welche sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Adresse wird ebenfalls in das Anteilregister eingetragen.

Sofern ein Anteilinhaber keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Anteilregister eingetragen wird und die Adresse des Anteilinhabers wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft oder unter einer anderen, von der Gesellschaft einer zu gegebener Zeit einzutragenden Adresse geführt, bis der Anteilinhaber der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt. Ein Anteilinhaber kann zu jeder Zeit die im Anteilregister eingetragene Adresse durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, welche von der Gesellschaft zu gegebener Zeit festgelegt wird, ändern.

4. Sofern ein Anteilinhaber zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Anteilzertifikat abhanden gekommen ist, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Anteilinhabers ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden; die Sicherheiten können in einer von einer Versicherungsgesellschaft ausgegebenen Schuldverschreibung bestehen, sind aber auf diese Form der Sicherheit nicht beschränkt. Mit Ausgabe des neuen Anteilzertifikates, welches als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Anteilzertifikat, welches durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Beschädigte Anteilzertifikate können von der Gesellschaft für ungültig erklärt und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Anteilinhaber die Kosten für die Erstellung eines Duplikates oder eines neuen Anteilzertifikates sowie sämtliche angemessenen Auslagen, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und der Eintragung dieses Zertifikates oder im Zusammenhang mit der Ungültigerklärung des ursprünglichen Anteilzertifikates getragen wurden, dem Anteilinhaber auferlegen.

5. Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Anteil an. Sofern ein oder mehrere Anteil(e) im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an (einem) Anteil(en) strittig ist, kann die Gesellschaft, nach Ermessen des Verwaltungsrates und unter dessen Verantwortung eine der Personen, welche eine Berechtigung an (einem) solchen Anteil(en) behaupten, als rechtmäßigen Vertreter dieses/dieser Anteile(s) gegenüber der Gesellschaft ansehen.

6. Die Gesellschaft kann beschließen, Anteilbruchteile auszugeben. Solche Anteilbruchteile verleihen kein Stimmrecht, berechtigen jedoch anteilig an dem der entsprechenden Anteilklasse zuzuordnenden Nettovermögen. Im Falle von Inhaberanteilen werden nur Zertifikate über ganze Anteile ausgegeben.

**Art. 7. Ausgabe von Anteilen.** Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Anteile zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Anteilinhabern ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Anteile einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Anteilklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden.

Immer wenn die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, so wird der Ausgabepreis solcher Anteile dem Anteilwert der entsprechenden Anteilklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung an einem Bewertungstag (gemäß der Definition in Artikel 12 dieser Satzung) entsprechen, wie dieser im Einklang mit der vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegten Politik bestimmt wird. Dieser Preis kann durch einen geschätzten Prozentsatz von Kosten und Auslagen, welche der Gesellschaft durch die Anlage des Entgelts aus der Ausgabe entstehen, sowie durch eine, vom Verwaltungsrat zu gegebener Zeit gebilligte Verkaufsprovision erhöht werden. Der so bestimmte Preis wird innerhalb einer Frist, welche vom Ver-

waltungsrat bestimmt wird, zu entrichten sein; diese Frist wird nicht mehr als zwei Bankarbeitstage ab dem entsprechenden Bewertungstag betragen.

Der Verwaltungsrat kann jedem seiner Mitglieder, jedem Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Anteile in Empfang zu nehmen und diese Anteile auszuliefern.

Die Gesellschaft kann, im Einklang mit den gesetzlichen Bedingungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zwingend vorsehen, Anteile gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, vorausgesetzt, dass solche Wertpapiere mit den Anlagezielen, der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des jeweiligen Teilfonds im Einklang stehen.

**Art. 8. Rücknahme von Anteilen.** Jeder Anteilinhaber kann die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Anteile durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die Anteile festgelegt werden, und innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen verlangen.

Der Rücknahmepreis pro Anteil wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausbezahlt, welche fünf Bankarbeitstage ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Anteilzertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Anteilen bei der Gesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 12 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Anteilklasse gemäß Artikel 11 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Anteile. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Netto-Vermögenswert von Anteilen, welche durch einen Anteilinhaber in einer Anteilklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Verwaltungsrat festgelegt wurden, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Anteilbesitzes des Anteilinhabers in dieser Anteilklasse behandelt wird.

Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Anteilinhaber, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Anteilinhaber aus dem Portefeuille der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Anteilklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 11) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Anteile zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Anteilinhaber der entsprechenden Anteilklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Alle zurückgenommenen Anteile werden entwertet.

**Art. 9. Umtausch von Anteilen.** Jeder Anteilinhaber ist berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Anteile einer Anteilklasse in Anteile einer anderen Anteilklasse zu verlangen. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs Beschränkungen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Der Preis für den Umtausch von Anteilen einer Anteilklasse in Anteile einer anderen Anteilklasse wird auf der Grundlage des jeweiligen Anteilwertes der beiden Anteilklassen an demselben Bewertungstag berechnet.

Sofern die Zahl der von einem Anteilinhaber in einer Anteilklasse gehaltenen Anteile oder der gesamte Anteilwert der von einem Anteilinhaber in einer Anteilklasse gehaltenen Anteile aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Gesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Anteilinhaber in einer solchen Anteilklasse gehaltenen Anteile behandelt wird.

Anteile, welche in Anteile an einer anderen Anteilklasse umgetauscht wurden, werden entwertet.

**Art. 10. Beschränkung des Eigentums an Anteilen.** Die Gesellschaft kann das Eigentum an Anteilen der Gesellschaft seitens einer natürlichen oder juristischen Person oder Gesellschaft entsprechend der vom Verwaltungsrat getroffenen Definition einschränken, sofern dieses Eigentum an Anteilen nach Auffassung der Gesellschaft Luxemburger oder anderes Recht verletzen könnte oder sofern die Gesellschaft als Folge dieses Anteiligentums spezifische steuerliche oder sonstige finanzielle Nachteile tragen müsste (wobei die betreffenden natürlichen oder juristischen Personen oder Gesellschaften vom Verwaltungsrat bestimmt und in dieser Satzung als "Ausgeschlossene Personen" definiert werden).

In diesem Sinne darf die Gesellschaft:

A. die Ausgabe von Anteilen und die Eintragung der Übertragung von Anteilen verweigern, sofern dies das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer ausgeschlossenen Person an diesen Anteilen zur Folge hätte;

und

B. zu jeder Zeit verlangen, dass eine Person, deren Name im Register der Anteilhaber eingetragen ist oder welche die Übertragung von Anteilen zur Eintragung im Register der Anteilhaber wünscht, der Gesellschaft jegliche Information, gegebenenfalls durch eidesstattliche Versicherungen bekräftigt, zugänglich macht, welche die Gesellschaft für notwendig erachtet, um bestimmen zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Anteilen eines solchen Anteilhabers bei einer Ausgeschlossenen Person verbleibt oder ob ein solcher Eintrag das wirtschaftliche Eigentum einer Ausgeschlossenen Person an solchen Anteilen zur Folge hätte;

und

C. die Ausübung der Stimmberechtigung durch eine Ausgeschlossene Person auf den Generalversammlungen verweigern;

und

D. einen Anteilhaber anweisen, seine Anteile zu verkaufen und der Gesellschaft diesen Verkauf innerhalb von dreißig (30) Tagen nach der Mitteilung nachzuweisen, sofern die Gesellschaft erfährt, dass eine Ausgeschlossene Person allein oder gemeinsam mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer dieser Anteile ist. Sofern der Anteilhaber dieser Anweisung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft von einem solchen Anteilhaber alle von diesem Anteilhaber gehaltenen Anteile nach dem nachfolgend beschriebenen Verfahren zwangsweise zurückkaufen oder diesen Rückkauf veranlassen:

(1) Die Gesellschaft übermittelt eine zweite Mitteilung ("Kaufmitteilung") an den Anteilhaber bzw. den Eigentümer der zurückzukaufenden Anteile, entsprechend der Eintragung im Register der Anteilhaber; diese Mitteilung bezeichnet die zurückzukaufenden Anteile, das Verfahren, nach welchem der Rückkaufpreis berechnet wird und den Namen des Erwerbers.

Eine solche Mitteilung wird an den Anteilhaber per Einschreiben an dessen letzte bekannte oder in den Büchern der Gesellschaft vermerkte Adresse versandt. Der vorerwähnte Anteilhaber ist hierbei verpflichtet, der Gesellschaft das Anteilzertifikat bzw. die Anteilzertifikate, welche die Anteile entsprechend der Angabe in der Kaufmitteilung vertreten, auszuliefern.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss an dem in der Kaufmitteilung bezeichneten Datum endet das Eigentum des Anteilhabers an den in der Kaufmitteilung bezeichneten Anteilen, und im Falle von Namensanteilen wird der Name des Anteilhabers aus dem Register der Anteilhaber gestrichen, im Falle von Inhaberanteilen werden das Zertifikat bzw. die Zertifikate, welche die Anteile verkörpern, entwertet.

(2) Der Preis, zu welchem jeder derartige Anteil erworben wird ("Kaufpreis"), entspricht einem Betrag auf Grundlage des Anteilwertes pro Anteil der entsprechenden Anteilklasse an einem Bewertungstag, wie dieser vom Verwaltungsrat für die Rücknahme von Anteilen an der Gesellschaft zuletzt vor dem Datum der Kaufmitteilung oder unmittelbar nach der Einreichung der (des) Anteilzertifikate(s) über die in dieser Kaufmitteilung aufgeführten Anteile ermittelt wurde, je nachdem, welcher Wert der niedrigere Wert ist, wobei die Ermittlung im Einklang mit den Bestimmungen gemäß Artikel 8 erfolgt, unter Abzug der in der Kaufmitteilung vorgesehenen Bearbeitungsgebühr.

(3) Der Kaufpreis wird dem früheren Eigentümer dieser Anteile in der vom Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises von Anteilen der entsprechenden Anteilklasse vorgesehenen Währung zur Verfügung gestellt und von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder anderswo (entsprechend den Angaben in der Kaufmitteilung) nach endgültiger Bestimmung des Kaufpreises bei Übergabe des bzw. der Anteilzertifikate(s) entsprechend der Bezeichnung in der Kaufmitteilung und zugehöriger nicht fälliger Ertragsscheine hinterlegt. Nach Übermittlung der Kaufmitteilung und entsprechend dem vorerwähnten Verfahren steht dem früheren Eigentümer kein Anspruch mehr im Zusammenhang mit diesen Anteilen oder einzelnen Anteilen hieraus zu, und der frühere Eigentümer hat auch keinen Anspruch gegen die Gesellschaft oder das Gesellschaftsvermögen im Zusammenhang mit diesen Anteilen, mit Ausnahme des Rechts, den Kaufpreis zinslos nach tatsächlicher Übergabe des bzw. der Anteilzertifikate(s), wie vorerwähnt, von dieser Bank zu erhalten. Alle Erträge aus Rücknahmen, welche einem Anteilhaber nach den Bestimmungen dieses Absatzes zustehen, können nicht mehr eingefordert werden und verfallen zugunsten der jeweiligen Anteilklasse(n), sofern sie nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren nach dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum abgefordert wurden. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, zu gegebener Zeit sämtliche notwendigen Schritte zu unternehmen, um die Rückführung solcher Beträge umzusetzen und entsprechende Maßnahmen mit Wirkung für die Gesellschaft zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der Befugnisse durch die Gesellschaft nach diesem Artikel kann in keiner Weise in Frage gestellt oder für ungültig erklärt werden, weil das Eigentum an Anteilen unzureichend nachgewiesen worden sei oder weil das tatsächliche Eigentum an Anteilen nicht den Annahmen der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Kaufmitteilung entsprochen habe, vorausgesetzt, dass die vorgenannten Befugnisse durch die Gesellschaft nach Treu und Glauben ausgeübt wurden.

"Ausgeschlossene Person" nach der hier verstandenen Definition erfasst nicht solche Personen, welche im Zusammenhang mit der Errichtung der Gesellschaft Anteile zeichnen für die Dauer ihres Anteilbesitzes und auch nicht Wertpapierhändler, welche im Zusammenhang mit dem Vertrieb Anteile an der Gesellschaft zeichnen.

**Art. 11. Berechnung des Anteilwertes.** Der Anteilwert pro Anteil jeder Anteilklasse wird in der Teilfondswährung (entsprechend der Bestimmung in den Verkaufsunterlagen) berechnet und ausgedrückt. Er wird an jedem Bewertungstag durch Division der Netto-Vermögenswerte der Gesellschaft, das heißt der anteilig einer solchen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der anteilig dieser Anteilklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten an diesem Bewer-

tungstag durch die Zahl der im Umlauf befindlichen Anteile der entsprechenden Anteilklasse, gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln, berechnet. Der Anteilwert kann auf die nächste Einheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Anteil der der jeweiligen Anteilklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, erfolgten, kann die Gesellschaft, im Interesse der Anteilhaber und der Gesellschaft, die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Anteilklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten

- (1) Alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (2) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte Wertpapiere);
- (3) alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Gesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
- (4) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
- (5) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;
- (6) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Anteilen an der Gesellschaft;
- (7) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Die Netto-Fondsvermögen der Teilfonds werden nach folgenden Grundsätzen berechnet:

- a. Die in einem Teilfonds enthaltenen Zielfondsanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.
- b. Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.
- c. Der Wert von Vermögenswerten, welche an einer Börse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an der Börse, welche normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse bzw. an jenem geregelten Markt maßgebend, welcher der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist.
- d. Der Wert von Vermögenswerten, welche an einem anderen Geregelten Markt (entsprechend der Definition in Abschnitt "4. Anlagepolitik und Anlagegrenzen", Punkt "G. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik" dieses Verkaufsprospekts) gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Preises ermittelt.
- e. Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen Geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (c) oder (d) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.
- f. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen vom Fonds gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Nettovermögenswert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem, unter Bezug auf die anwendbare Zinsentwicklung, bestimmten Marktwert bewertet.
- g. Der Wert von Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse notiert oder auf einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden und eine Restlaufzeit von weniger als 12 Monaten und mehr als 90 Tagen aufweisen, entspricht dem jeweiligen Nennwert zuzüglich hierauf aufgelaufener Zinsen. Geldmarktinstrumente mit einer Restlaufzeit von höchstens 90 Tagen werden auf der Grundlage der Amortisierungskosten, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird, ermittelt.

h. Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem der Gesellschaft auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

Alle auf eine andere Währung als die betreffende Teilfondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten verfügbaren Devisenmittelkurs in die betreffende Teilfondswährung umgerechnet.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemesseneren Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht machen, ist die Gesellschaft ermächtigt, andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbarere Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

Die Gesellschaft kann bei umfangreichen Rücknahmeanträgen, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des Fonds befriedigt werden können, den Inventarwert bestimmen, indem sie dabei die Kurse des Bewertungstages zugrunde legt, an dem sie für den Fonds die Wertpapiere verkaufte, die je nach Lage verkauft werden mussten. In diesem Falle wird für gleichzeitig eingereichte Zeichnungs- und Rücknahmeanträge dieselbe Berechnungsweise angewandt.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

- (1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;
- (2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);
- (3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);
- (4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Gesellschaft);
- (5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag oder -zeitpunkt entsprechend der Bestimmung durch die Gesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft für angemessen hält;
- (6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Domiziliar-, Register- und Transferstelle, Gebühr für die Verwaltungsgesellschaft, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahlstellen und Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratssitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Verkaufsprospekten, Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Anteilinhaber, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:

a) Sofern mehrere Anteilklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Anteilklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Anteilklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iv) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Anteilinhaber oder sonstiger Gebühren und/oder (v) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Anteilklasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Fondswährung des jeweiligen Teilfonds abzusichern und/oder (vi) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entsprechen;

b) Die Erträge aus der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse werden in den Büchern der Gesellschaft der Anteilklasse beziehungsweise den Anteilklassen zugeordnet, welche an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds, welche der auszugebenden Anteilklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, welche einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet;

d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Anteilklasse beziehungsweise denselben Anteilklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Anteilklasse(n) in Anrechnung gebracht;

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Anteilklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Anteilklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteilwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten oder als separates Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Anteilklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Anteilen an der Gesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Anteile erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird sowie schließlich (iii) jeder Teilfonds lediglich für solche Verbindlichkeiten haftet, welche diesem Teilfonds zuzuordnen sind, sofern mit einzelnen Gläubigern keine anderweitige Vereinbarung getroffen wurde;

(f) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Anteilhaber einer Anteilklasse wird der Nettovermögenswert dieser Anteilklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Anteilhaber bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Anteile der Gesellschaft gemäß Artikel 8 dieser Satzung werden als bestehende Anteile behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2. auszugebende Anteile werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Anteile behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zugunsten der Gesellschaft;

3. alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

4. sofern an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

**Art. 12. Häufigkeit und zeitweilige Aussetzung der Anteilwertberechnung, der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtauschs von Anteilen.** Im Hinblick auf jede Anteilklasse werden der Anteilwert sowie der Preis für die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Anteilen von der Gesellschaft oder einer hierzu von der Gesellschaft beauftragten Stelle regelmäßig, mindestens jedoch zweimal pro Monat in einem, vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Rhythmus berechnet, wobei der Tag, zu welchem diese Berechnung vorgenommen wird, als "Bewertungstag" bezeichnet wird.

Die Gesellschaft kann die Bestimmung des Anteilwertes einer bestimmten Anteilklasse sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen oder den Umtausch zwischen verschiedenen Anteilklassen einstellen:



a) während der Zeit, in welcher eine Wertpapierbörse oder ein anderer geregelter Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, wo ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft, welche dieser Anteilklasse zuzuordnen sind, notiert ist oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Wertpapierbörse bzw. diesem Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

b) in den Fällen wo die Berechnung von Fondsanteilen, in die das jeweilige Teilfondsvermögen angelegt ist, ausgesetzt wurde und keine aktuelle Bewertung der Fondsanteile zur Verfügung steht;

c) in Notlagen, wenn die Gesellschaft über Vermögenswerte der Gesellschaft, welche dieser Anteilklasse zuzuordnen sind, nicht verfügen kann, oder es für dieselbe unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren, oder die Berechnung des Anteilwertes ordnungsgemäß durchzuführen;

d) wenn aufgrund des beschränkten Anlagehorizonts einer Anteilklasse die Verfügbarkeit erwerbbarer Vermögenswerte am Markt oder die Veräußerungsmöglichkeit von Vermögensgegenständen, welche dieser Anteilklasse zuzuordnen sind, eingeschränkt ist.

Jegliche Aussetzung in den vorgenannten Fällen wird von der Gesellschaft, sofern erforderlich, veröffentlicht und darüber hinaus den Anteilinhabern mitgeteilt, welche einen Antrag auf Zeichnung, Rücknahme oder Umtausch von Anteilen, für welche die Anteilwertberechnung ausgesetzt wird, gestellt haben.

Eine solche Aussetzung im Zusammenhang mit einer Anteilklasse wird keine Auswirkung auf die Berechnung des Anteilwertes, die Ausgabe, Rücknahme oder den Umtausch von Anteilen einer anderen Anteilklasse haben.

Jeder Antrag für die Zeichnung, Rücknahme oder den Umtausch ist unwiderruflich, außer in den Fällen einer Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes.

### **Dritter Abschnitt - Verwaltung und Aufsicht**

**Art. 13. Verwaltungsrat.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Anteilhaber an der Gesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Frist von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Anteilhabern anlässlich der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die fehlende Stelle zeitweilig ausfüllen; die Anteilhaber werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

**Art. 14. Verwaltungsratssitzung.** Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Anteilhaber oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Der Verwaltungsrat kann eine Verwaltungsgesellschaft für die Ausführung der Geschäftsführung und Leitung der Gesellschaft ernennen. Diese Ernennung kann jederzeit vom Verwaltungsrat rückgängig gemacht werden. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch die Satzung hat die Verwaltungsgesellschaft die Rechte und Pflichten, welche ihr vom Verwaltungsrat übertragen wurden. Zu den Aufgaben der Verwaltungsgesellschaft gehören die Anlageverwaltung, administrative Tätigkeiten sowie der Vertrieb. Die Verwaltungsgesellschaft kann diese Aufgaben ganz oder teilweise weiter delegieren.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens vierundzwanzig Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder andere, ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine eigene Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telephonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

**Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates.** Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 18 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

**Art. 16. Zeichnungsbefugnis.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

**Art. 17. Übertragung von Befugnissen.** Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine Verwaltungsgesellschaft übertragen, wobei diese nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und die Befugnisse hat, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren kann.

Die Verwaltungsgesellschaft kann, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Anteilen an der Gesellschaft beschrieben, einen Fondsmanagementvertrag mit einer anderen Gesellschaft ("Fondsmanager") abschließen, welche im Hinblick auf die Anlagepolitik der Gesellschaft gemäß Artikel 18 dieser Satzung der Verwaltungsgesellschaft für die Gesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll und welche, im Rahmen der täglichen Anlagepolitik und unter der Verantwortung und Kontrolle der Verwaltungsgesellschaft, gemäß den Bestimmungen einer schriftlich zu treffenden Vereinbarung, Entscheidungen zum Erwerb und zur Veräußerung von Wertpapieren und anderen Vermögenswerten der Gesellschaft treffen kann.

Die Verwaltungsgesellschaft kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunde übertragen.

**Art. 18. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen.** Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung, (i) die Anlagepolitik für jeden Teilfonds, (ii) die Sicherungsstrategien für bestimmte Anteilklassen innerhalb eines Teilfonds und (iii) die Grundsätze, welche im Rahmen der Verwaltung und der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft Anwendung finden sollen, jeweils innerhalb der vom Verwaltungsrat festgelegten Anlagebeschränkungen und im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen und aufsichtsrechtlichen Bestimmungen festlegen.

Innerhalb dieser Anlagebeschränkungen kann der Verwaltungsrat die Anlage in folgenden Vermögenswerten beschließen:

(i) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, welche an einer Börse amtlich notiert oder auf einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist ("Geregelter Markt") innerhalb eines Mitgliedstaates der Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung ("OECD") amtlich notiert oder gehandelt werden;

(ii) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, welche an einer Börse oder auf einem sonstigen Geregelten Markt innerhalb West- oder Osteuropas, Asiens, Ozeaniens, Nord- oder Südamerikas oder Afrikas amtlich notiert oder gehandelt werden;

(iii) Neuemissionen, vorausgesetzt, dass die Emissionsbedingungen vorsehen, dass die Zulassung zur amtlichen Notiz an einer Börse oder auf einem Geregelten Markt innerhalb West- oder Osteuropas, Asiens, Ozeaniens, Nord- oder Südamerikas oder Afrikas beantragt und innerhalb eines Jahres nach Emission erreicht wird;

(iv) unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Risikostreuung können bis zu 100% des Nettovermögens eines Teilfonds in Wertpapieren angelegt werden, welche von einem Mitgliedstaat der EU, dessen Gebietskörperschaften, von einem anderen Mitgliedstaat der OECD oder von einer internationalen öffentlich-rechtlichen Institution, welcher einer

oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben oder garantiert werden, vorausgesetzt, dass in diesem Fall die Gesellschaft für den Teilfonds, welcher für die entsprechende Anteilklasse bzw. die entsprechenden Anteilklassen aufgelegt wurde, Wertpapiere aus wenigstens sechs verschiedenen Emissionen halten muss und dass ferner die Wertpapiere aus einer Emission nicht mehr als 30% des Nettovermögens dieses Teilfonds repräsentieren dürfen;

(v) Aktien oder Anteile eines anderen Organismus für gemeinsame Anlagen ("OGA") und/oder sonstigen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren ("OGAW") und dass dann, wenn er mit der Gesellschaft durch gemeinsame Verwaltung oder Kontrolle oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, die Anlage in den Aktien oder Anteilen eines solchen OGA nur dann zulässig ist, wenn keine Gebühren oder Kosten im Zusammenhang mit diesem Erwerb anfallen; Bei dem Erwerb von Anteilen an Zielfonds, welche nicht durch gemeinsame Verwaltung oder Kontrolle oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, kann es zu der Erhebung einer Verwaltungsvergütung auf der Ebene dieses Zielfonds von max. 2 % p.a. kommen. Eine eventuell anfallende Outperformance-Fee bleibt hiervon jedoch unberücksichtigt.

(vi) andere Wertpapiere, Finanzinstrumente oder sonstige Vermögenswerte innerhalb der vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der anwendbaren Gesetze und Verordnungen festgesetzten Anlagebeschränkungen.

Der Verwaltungsrat kann, im wohlverstandenen Interesse der Gesellschaft und in der Weise, wie in den Verkaufsunterlagen der Anteile der Gesellschaft beschrieben, beschließen, dass (i) alle oder ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds auf gesonderter Grundlage gemeinsam mit anderen Vermögenswerten anderer Anleger, einschließlich anderer Organismen für gemeinsame Anlagen und/oder ihrer Teilfonds verwaltet werden oder (ii) dass alle oder ein Teil der Vermögenswerte zweier oder mehrerer Teilfonds auf gesonderter Grundlage oder im Pool gemeinsam verwaltet werden.

Die Gesellschaft ist ermächtigt (i) Techniken und Instrumente (Derivate), welche Wertpapiere zum Gegenstand haben, zu verwenden, wobei solche Techniken und Instrumente im Zusammenhang mit der effizienten Verwaltung des Vermögens angewandt werden müssen und (ii) Techniken und Instrumente zur Absicherung gegen Devisenkursrisiken im Zusammenhang mit der Verwaltung ihrer Vermögenswerte und Verbindlichkeiten zu verwenden.

**Art. 19. Interessenkonflikt.** Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

"Entgegengesetztes Interesse" entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfasst, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen bezeichnet werden.

**Art. 20. Vergütung des Verwaltungsrates.** Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

**Art. 21. Wirtschaftsprüfer.** Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes vom 20. Dezember 2002.

#### Vierter Abschnitt - Generalversammlung - Rechnungsjahr - Ausschüttungen

**Art. 22. Generalversammlung.** Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Anteilhaber der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Anteilhaber unabhängig von den Anteilklassen, welche von ihnen gehalten werden. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Anteilhabern, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg an einem in der Einladung angegebenen Ort abgehalten.

Sie wird grundsätzlich am letzten Mittwoch im August um 10:30 Uhr abgehalten. Sollte dieser Tag jedoch auf einen Monatsultimo fallen, wird die Generalversammlung am ersten Mittwoch im September abgehalten werden.

Wenn einer dieser Tage ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Werktag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Anteilinhaber treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensanteilen an dessen in dem Anteilregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensanteilen muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Anteilinhaber zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Sofern Inhaberanteile ausgegeben wurden, wird die Einladung zu der Versammlung zusätzlich entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Mémorial "Recueil des Sociétés et Associations", in einer oder mehreren Luxemburger Zeitungen und in anderen Zeitungen entsprechend der Bestimmung des Verwaltungsrates veröffentlicht.

Wenn sämtliche Anteile als Namensanteile ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Anteilinhaber ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Anteilinhaber anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Anteilhabern zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten) sowie Vorgänge, welche zu solchen Vorgängen gehören.

Jeder Anteil berechtigt, unabhängig von der Anteilklasse zu einer Stimme im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Ein Anteilinhaber kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Anteilinhaber sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilinhaber gefasst.

**Art. 23. Generalversammlungen der Anteilinhaber in einem Teilfonds oder einer Anteilklasse.** Die Anteilinhaber der Anteilklassen im Zusammenhang mit einem Teilfonds können zu jeder Zeit Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

Darüber hinaus können die Anteilinhaber einer Anteilklasse, zu jeder Zeit Generalversammlungen im Hinblick auf alle Fragen, welche diese Anteilklasse betreffen, abhalten.

Die Bestimmungen in Artikel 22 Absätze 2, 3, 7, 8, 9, 10 und 11 sind auf solche Generalversammlungen analog anwendbar.

Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Anteilinhaber können persönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Anteilinhaber sein muss, aber ein Mitglied des Verwaltungsrates sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Generalversammlung eines Teilfonds oder einer Anteilklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilinhaber gefasst.

**Art. 24. Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds oder Anteilklassen.** Der Verwaltungsrat kann beschließen, falls wesentliche politische oder wirtschaftliche Veränderungen nach Ermessen des Verwaltungsrates diese Entscheidung notwendig machen, das Vermögen eines Teilfonds aufzulösen und den Anteilhabern den Anteilwert ihrer Anteile an dem Bewertungstag, an welchem die Entscheidung wirksam wird, auszuzahlen. Ferner kann der Verwaltungsrat die Annullierung der an einem solchen Teilfonds ausgegebenen Anteile und die Zuteilung von Anteilen an einem anderen Teilfonds, vorbehaltlich der Billigung durch die Gesellschafterversammlung der Anteilinhaber dieses anderen Teilfonds erklären, vorausgesetzt, dass während der Zeit von einem Monat nach Veröffentlichung gemäß nachfolgender Bestimmung die Anteilinhaber der entsprechenden Teilfonds das Recht haben werden, die Rücknahme oder den Umtausch aller oder eines Teils ihrer Anteile zu dem anwendbaren Anteilwert ohne Kostenbelastung zu verlangen.

Der Verwaltungsrat kann entscheiden, falls wesentliche politische oder wirtschaftliche Veränderungen nach Ermessen des Verwaltungsrates diese Entscheidung notwendig machen, die Vermögenswerte eines Teilfonds auf einen anderen innerhalb der Gesellschaft bestehenden Teilfonds zu übertragen oder in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen, welcher gemäß Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 oder einen anderen Teilfonds innerhalb eines solchen

anderen Organismus für gemeinschaftliche Anlagen ("Neuer Teilfonds") einbringen und die Anteile neu bestimmen. Eine solche Entscheidung wird gemäß den gesetzlichen Bestimmungen von der Gesellschaft im Mémorial und in jeweils einer Tageszeitung eines jeden Landes veröffentlicht, in dem die Anteile öffentlich vertrieben werden, um den Anteilhabern während der Dauer eines Monats zu ermöglichen, die Rücknahme ihrer Anteile zu beantragen. Im Falle einer Fusion mit einem offenen Fonds in der Art eines Sondervermögens (fonds commun de placement) ist der Beschluss nur für diejenigen Anteilhaber bindend, die der Fusion ihre Zustimmung erteilt haben.

Die Durchführung der Fusion vollzieht sich wie eine Auflösung des Teilfonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Teilfonds. Abweichend zu der Auflösung erhalten die Anleger des Teilfonds Anteile des aufnehmenden Fonds bzw. Teilfonds, deren Anzahl sich auf der Grundlage des Anteilwertverhältnisses der betroffenen Fonds zum Zeitpunkt der Einbringung errechnet und gegebenenfalls einen Spitzenausgleich. Die Durchführung der Fusion wird vom Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft kontrolliert.

**Art. 25. Rechnungsjahr.** Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Juni jeden Jahres und endet am 31. Mai des darauffolgenden Jahres.

**Art. 26. Ausschüttungen.** Die Generalversammlung einer Anteilklasse im Zusammenhang mit einem Teilfonds wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag aus diesem Teilfonds zu verwenden ist, sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Anteilklasse kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen auf die Inhaber von Namensanteilen erfolgt an deren im Anteilregister vermerkte Adressen. Die Zahlung von Ausschüttungen an die Inhaber von Inhaberanteilen erfolgt gegen Vorlage des Ertragsscheins bei den hierzu von der Gesellschaft bezeichneten Stellen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zugunsten der an dem jeweiligen Teilfonds ausgegebenen Anteilklasse(n).

Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

### Fünfter Abschnitt - Schlussbestimmungen

**Art. 27. Depotbank.** In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (FinanzsektorG) ("Depotbank") abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies im Gesetz vom 20. Dezember 2002 vorgesehen ist.

Sofern die Depotbank sich aus ihrer Stellung zurückziehen möchte, wird der Verwaltungsrat sich nach Kräften bemühen, eine Nachfolgedepotbank innerhalb von zwei Monaten nach Wirksamwerden der Beendigung der Depotbankbestellung zu finden. Der Verwaltungsrat kann die Ernennung der Depotbank zurücknehmen, er kann jedoch die Depotbank nicht entlassen, solange keine Nachfolgedepotbank bestellt wurde.

**Art. 28. Auflösung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Generalversammlung vertretenen Anteile entscheiden.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des weiteren der Generalversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Quorumfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Anteilhaber entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Anteile halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Netto-Gesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten werden kann.

**Art. 29. Liquidierung.** Die Liquidierung wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

**Art. 30. Änderungen der Satzung.** Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorum- und Mehrheitserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaft einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen unterliegt, geändert werden.

**Art. 31. Begriffsbestimmungen.** Maskuline Bezeichnungen dieser Satzung schließen die korrespondierende feminine Bezeichnung ein und Bezüge auf Personen oder Anteilhaber erfassen auch juristische Personen, Personengemeinschaften oder sonstige organisierte Personenvereinigungen, unabhängig davon, ob sie Rechtspersönlichkeit besitzen oder nicht.

**Art. 32. Anwendbares Recht.** Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz vom 20. Dezember 2002 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

#### *Übergangsbestimmungen*

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung und endet am 31. Mai 2009.
- 2) Die erste jährliche Generalversammlung wird am 26. August 2009 stattfinden.

#### *Zeichnung des Gründungskapitals*

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

Die Gesellschaft HSBC Trinkaus Investment Managers SA, vorgenannt, zeichnet dreihundertzehn (310) Anteile zum Gegenwert von einunddreißigtausend Euro (31.000,00 €).

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (31.000,00 €). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

#### *Erklärung*

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

#### *Gründungskosten*

Die von der Gesellschaft zu tragenden Gründungskosten wurden auf fünftausendfünfhundert Euro (5.500,00 €) veranschlagt.

#### *Gründungsversammlung der Gesellschaft*

Oben angeführte Gesellschaft, HSBC Trinkaus Investment Managers SA, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt, hat unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennt, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf drei (3) festgesetzt.

Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- Herr Dr. Rainer Konrad, Geschäftsführer der Pim Consulting AG, beruflich wohnhaft in CH-9008 St. Gallen, Lesingstr. 9
- Herr Ralf Funk, Direktor der HSBC Trinkaus Investment Managers SA, beruflich wohnhaft in L-1952 Luxemburg, 1-7, rue Nina und Julien Lefèvre.
- Herr Jürgen Berg, Administrateur-Délégué bei der HSBC Trinkaus Investment Managers S.A., beruflich wohnhaft in L-1952 Luxemburg, 1-7, rue Nina und Julien Lefèvre.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der jährlich stattfindenden ordentlichen Gesellschafterversammlung.

II. Sitz der Gesellschaft ist 1-7, rue Nina et Julien Lefèvre, L-1952 Luxemburg.

III. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

Die Gesellschaft "KPMG Audit", Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg Sektion B, unter der Nummer 103.590.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der jährlich stattfindenden ordentlichen Gesellschafterversammlung.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Leudelingen am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienene, hat deren Vertreter gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Signé: J. BERG, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 9 décembre 2008. Relation: MER/2008/1966. - Reçu mille deux cent cinquante euros (1.250,00 €).

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 9 décembre 2008.

Marc LECUIT.

Référence de publication: 2008154952/243/780.

(080183267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 décembre 2008.

---

#### **TB-Fonds, Fonds Commun de Placement.**

Das mit Wirkung vom 1. Oktober 2008 gültige Verwaltungsreglement 10/2008 des spezialisierten Investmentfonds (SIF) TB-Fonds wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 09.12.2008.

Anell / Strowa.

Référence de publication: 2008153969/2393/11.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05655. - Reçu 34,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080184907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

---

#### **Isolde, Fonds Commun de Placement.**

Das mit Wirkung vom 1. Oktober 2008 gültige Verwaltungsreglement 10/2008 des spezialisierten Investmentfonds (SIF) Isolde wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 09.12.2008.

Anell / Strowa.

Référence de publication: 2008153970/2393/11.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05588. - Reçu 34,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080184902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

---

#### **MBM, Fonds Commun de Placement.**

Das mit Wirkung vom 1. Oktober 2008 gültige Verwaltungsreglement 10/2008 des spezialisierten Investmentfonds (SIF) MBM wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 09.12.2008.

Anell / Strowa.

Référence de publication: 2008153971/2393/11.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05594. - Reçu 34,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080184898) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

---

#### **Crüwell, Fonds Commun de Placement.**

Das mit Wirkung vom 1. Oktober 2008 gültige Verwaltungsreglement 10/2008 des spezialisierten Investmentfonds (SIF) Crüwell wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 09.12.2008.

Anell / Strowa.

Référence de publication: 2008154021/2393/11.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05574. - Reçu 34,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080184894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

---

#### **Carraro International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire.

R.C.S. Luxembourg B 68.721.

L'an deux mille huit, le dix novembre.

Par-devant Maître Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «CARRARO INTERNATIONAL S.A.», ayant son siège social à L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire, R.C.S. Luxembourg section B numéro

68.721, constituée suivant acte reçu le 10 février 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 367 du 21 mai 1999 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du 21 mai 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1398 du 9 juillet 2007.

L'assemblée est présidée par Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Alexia UHL, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Vania BARAVINI, employée privée, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 39.318 (trente-neuf mille trois cent dix-huit) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Réduction du capital social à concurrence de EUR 4.150.000 (quatre millions cent cinquante mille euros), pour porter le capital de son montant actuel de EUR 39.318.000 (trente-neuf millions trois cent dix-huit mille euros) à EUR 35.168.000 (trente-cinq millions cent soixante-huit mille euros) en vue de compenser les pertes reportées et existantes d'un montant de EUR 4.148.938,56 (quatre millions cent quarante-huit mille neuf cent trente-huit euros et cinquante-six cents) par annulation de 4.150 actions n° 35.169 à 39.318, le solde de EUR 1.061,44 (mille soixante et un euros et quarante-quatre cents) étant affecté à une réserve indisponible.

2. Modification subséquente du premier alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5. al. 1<sup>er</sup>** . Le capital souscrit est fixé à EUR 35.168.000 (trente-cinq millions cent soixante-huit mille euros) représenté par 35.168 (trente-cinq mille cent soixante-huit) actions d'une valeur nominale de EUR 1.000 (mille euros) chacune.»

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

*Première résolution*

L'assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de EUR 4.150.000 (quatre millions cent cinquante mille euros)

pour porter le capital de son montant actuel de EUR 39.318.000 (trente-neuf millions trois cent dix-huit mille euros) à EUR 35.168.000 (trente-cinq millions cent soixante-huit mille euros)

en vue de compenser les pertes reportées et existantes d'un montant de EUR 4.148.938,56 (quatre millions cent quarante-huit mille neuf cent trente-huit euros et cinquante-six cents), par annulation de 4.150 actions n° 35.169 à 39.318, le solde de EUR 1.061,44 (mille soixante et un euros et quarante-quatre cents) étant affecté à une réserve indisponible.

Le bilan de la Société, arrêté au 31 décembre 2007 ainsi que le procès verbal de l'assemblée générale ordinaire du 14 avril 2008 et le bilan, ont été présentés au notaire instrumentant, aux fins de lui prouver l'existence des pertes à apurer.

*Deuxième résolution*

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5. al. 1<sup>er</sup>** . Le capital social est fixé à EUR 35.168.000 (trente-cinq millions cent soixante-huit mille euros), représenté par 35.168 (trente-cinq mille cent soixante-huit) actions d'une valeur nominale de EUR 1.000 (mille euros) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: R. M. TONELLI, A. UHL, V. BARAVINI, J. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg, actes civils le 14 novembre 2008, LAC/2008/45924. — Reçu douze Euros (EUR 12,-).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Luxembourg, le 4 décembre 2008.

Jacques DELVAUX.

Référence de publication: 2008154776/208/64.

(080185632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

---

### **FT II, Fonds Commun de Placement.**

Das mit Wirkung vom 1. Oktober 2008 gültige Verwaltungsreglement 10/2008 des spezialisierten Investmentfonds (SIF) FT II wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 09.12.2008.

Anell / Strowa.

Référence de publication: 2008154023/2393/11.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05581. - Reçu 34,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080184888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

---

### **Abnoba-Global, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Das mit Wirkung vom 1. Oktober 2008 gültige Verwaltungsreglement 10/2008 des spezialisierten Investmentfonds (SIF) Abnoba-Global wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 09.12.2008.

Anell / Strowa.

Référence de publication: 2008154025/2393/11.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05568. - Reçu 34,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080184892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

---

### **Securitas2007, Fonds Commun de Placement.**

Das mit Wirkung vom 1. Oktober 2008 gültige Verwaltungsreglement 10/2008 des spezialisierten Investmentfonds (SIF) Securitas2007 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 09.12.2008.

Anell / Strowa.

Référence de publication: 2008154028/2393/11.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05651. - Reçu 40,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080184913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

---

### **MG Global Allocation, Fonds Commun de Placement.**

Das mit Wirkung vom 1. Oktober 2008 gültige Verwaltungsreglement 10/2008 des spezialisierten Investmentfonds (SIF) MG Global Allocation wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 09.12.2008.

Anell / Strowa.

Référence de publication: 2008154031/2393/11.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05633. - Reçu 32,0 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(080184916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

---

### **Nascent Group S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 77.159.

In the year two thousand and eight, on the fourth day of December.

Before the undersigned, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of Nascent Group S.A., in voluntary liquidation, a société anonyme, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under B 77.159, incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Francis Kessler,

notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, on 27 July 2000 published in the Memorial Recueil des Sociétés et Associations C number 15 dated as of 10 January 2001. The articles of the company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg on 24 June 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1948 dated as of 8 August 2008.

The meeting was opened at 11.30 a.m. with Ms Katia Gauzès, maître en droit, residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Mr Pierre Fradin, maître en droit, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Ms Saskia Leal Keijzer, maître en droit, residing in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state: that the agenda of the meeting is the following:

*Agenda:*

Approval of the cross-border merger between the Company and its wholly-owned subsidiary "Nascent Società di intermediazione mobiliare S.p.A. (in liquidation)", or in its abbreviated denomination "N@SCENT SIM S.p.A. (in liquidation)".

That the shareholders are present or represented by proxy, the proxy of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxy of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy of the represented shareholders, initialed ne varietur by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

That the whole of the corporate capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have been duly convened and were fully aware of the agenda prior to this meeting.

That the present meeting, representing the whole of the corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting after deliberation unanimously passed the following resolution:

*Sole resolution*

The merger plan between the Absorbing Company and "Nascent Società di intermediazione mobiliare S.p.A. (in liquidation)", or in its abbreviated denomination "N@SCENT SIM S.p.A. (in liquidation)" a società per azioni, incorporated and existing under the laws of Italy, registered with the Milan Companies Register (Registro delle Imprese di Milano) under number and fiscal code 80058560105, having its registered office at Via di Borgonuovo n. 9, Milan, Italy (the "Absorbed Company"), which is a wholly-owned subsidiary of the Absorbing Company has been published in the Luxembourg national Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) number 2247 dated as of 15 September 2008.

The shareholders hereby resolve to approve the merger and to proceed with the merger between the Absorbing Company and the Absorbed Company, as described in the merger plan.

The merger shall become effective between the merging companies and vis-à-vis third parties upon the publication of this notarial deed in the Luxembourg national Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations), which shall be carried out on or around 22 December 2008, as of which date the Absorbed Company shall cease to exist, being dissolved without liquidation, and as of which date its assets and liabilities shall be transferred by operation of law to the Absorbing Company under universal succession of title.

*Noticing*

Following the merger, the obligations regarding the annual accounts of the Absorbed Company shall rest with the Absorbing Company.

The undersigned notary public has been provided with the pre-merger certificate issued by the Italian notary on 24 November 2008. This certificate will remain annexed to the present deed.

The undersigned notary public hereby certifies the existence and legality of the merger and of all acts, documents and formalities incumbent upon the merging companies pursuant to the law.

*Estimate of costs and expenses*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Absorbing Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated by the undersigned notary at about EUR 5,500.-.

There being no further business, the meeting is terminated.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille huit, le quatre décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire soussigné, de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Nascent Group S.A., une société anonyme en liquidation volontaire, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 77.159, constituée par acte notarié de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 27 juillet 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 15 du 10 janvier 2001. Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 24 juin 2008, et publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1948 du 8 août 2008.

L'assemblée s'est ouverte à 11.30 heures sous la présidence de Mme Katia Gauzès, maître en droit, demeurant à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire M. Pierre Fradin, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mlle Saskia Leal Keijzer, maître en droit, demeurant à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

que la présente assemblée a pour:

*Ordre du jour:*

I. Approbation de la fusion transfrontalière entre la Société et sa filiale détenue à hauteur de 100% "Nascent Societa di intermediazione mobiliare S.p.A. (en liquidation)" ou sous sa dénomination abrégée "N@SCENT SIM S.p.A. (en liquidation)".

Que les actionnaires sont présents ou représentés par procurations, le mandataire des actionnaires représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, le mandataire des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Lesdites procurations, signées ne varietur par le comparant et le notaire, demeureront annexées au présent acte afin d'être enregistrées simultanément avec celui-ci auprès des autorités chargées de l'enregistrement.

Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, les actionnaires présents ou représentés reconnaissent que la présente assemblée a été dûment convoquée et déclarent par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est dûment constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

*Résolution unique*

Le projet de fusion entre la Société Absorbante et "Nascent Societa di intermediazione mobiliare S.p.A. (en liquidation)", ou sous sa dénomination abrégée "N@SCENT SIM S.p.A. (en liquidation)" une società per azioni, constituée et existant selon les lois italiennes, immatriculée au Registre des Sociétés de Milan (Registro delle Imprese di Milano) sous le numéro et identification fiscale 80058560105, ayant son siège social à Via di Borgonuovo n. 9, Milan, Italie (la "Société Absorbée"), laquelle est une filiale détenue à hauteur de 100% de la Société Absorbante a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2247 du 15 septembre 2008.

Les actionnaires décident par les présentes d'approuver et de procéder à la fusion entre la Société Absorbante et la Société Absorbée, telle que décrite dans le projet de fusion.

La fusion prendra effet entre les sociétés qui fusionnent et vis-à-vis des tiers lors de la publication du présent acte notarié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, laquelle doit avoir lieu le ou aux alentours du 22 décembre 2008, date à partir de laquelle la Société Absorbée cessera d'exister, étant dissoute sans liquidation, et date à laquelle l'ensemble de son patrimoine actif et passif sera transféré de plein droit à la Société Absorbante aux termes d'une transmission universelle de patrimoine.

*Constatacion*

Suite à la fusion, les obligations relatives aux comptes annuels de la Société Absorbée relèveront de la Société Absorbante.

Le notaire instrumentant s'est vu fournir le certificat préalable à la fusion émis par le notaire italien le 24 novembre 2008. Ce certificat restera annexé aux présentes.

Le notaire soussigné certifie par les présentes l'existence et la légalité de la fusion et de l'intégralité des actes, documents et formalités dont les sociétés qui fusionnent sont responsables en vertu de la loi.

*Estimation des frais et dépenses*

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société Absorbante ou qui est mis à charge à raison du présent acte est estimé à EUR 5.500,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, lequel comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en Français; sur demande de la personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, le jour indiqué au début de ce document.

L'acte ayant été lu à la personne comparante, connue du notaire par ses nom, prénom, état civil et domicile, cette personne a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: K. Gauzès, P. Fradin, S. Leal Keijzer et H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2008. Relation: LAC/2008/49105. — Reçu 12,- EUR (douze euros).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR COPIE CONFORME, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 décembre 2008.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2008154773/242/137.

(080184114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 décembre 2008.

---

**PKM, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Das mit Wirkung vom 1. Oktober 2008 gültige Verwaltungsreglement 10/2008 des spezialisierten Investmentfonds (SIF) PKM wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 09.12.2008.

Anell / Strowa.

Référence de publication: 2008154034/29/11.

Enregistré à Luxembourg, le 15 juillet 2008, réf. LSO-CS05642. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

---

**MG Global Strategies, Fonds Commun de Placement.**

Das mit Wirkung vom 1. Oktober 2008 gültige Verwaltungsreglement 10/2008 des spezialisierten Investmentfonds (SIF) MG Global Strategies wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 09.12.2008.

Anell / Strowa.

Référence de publication: 2008154036/2393/11.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05608. - Reçu 32,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

---

**LuxGlobal, Fonds Commun de Placement.**

Mitteilung an die Anteilhaber des

LuxGlobal: Concept-One

- Anteilklasse B: WKN A0B K1H ISIN LU0182205129

M.M.Warburg-LuxInvest S.A., die Verwaltungsgesellschaft des LuxGlobal, einem Fonds gemäß Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen, hat mit Zustimmung der Depotbank M.M.Warburg & CO Luxembourg S.A. beschlossen, den oben genannten Teilfonds des LuxGlobal mit Wirkung zum 31. Dezember 2008 aufzulösen.

Liquidationserlöse, die neun Monate nach dem Liquidationsbeschluss von den Anteilhabern nicht eingefordert worden sind, werden von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der "Caisse de Consignations" in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

Luxemburg, im Dezember 2008.

M.M.Warburg-LuxInvest S.A.

Référence de publication: 2008156381/2112/15.

---

### DreSpa Premium, Fonds Commun de Placement.

Mitteilung an die Anteilinhaber des DreSpa PREMIUM

Anteilklasse A: WKN 750 773 ISIN LU0154861800

M.M.Warburg-LuxInvest S.A., die Verwaltungsgesellschaft des DreSpa PREMIUM, ein Fonds (fonds commun de placement) gemäß Teil II des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen, hat mit Zustimmung der Depotbank M.M.Warburg & CO Luxembourg S.A. beschlossen, den Fonds DreSpa PREMIUM mit Wirkung zum 31. Dezember 2008 aufzulösen.

Liquidationserlöse, die neun Monate nach dem Liquidationsbeschluss von den Anteilinhabern nicht eingefordert worden sind, werden von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilinhaber bei der "Caisse de Consignations" in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

Luxemburg, im Dezember 2008.

M.M.Warburg-LuxInvest S.A.

Référence de publication: 2008156380/2112/14.

### MEAC-Fonds, Fonds Commun de Placement.

Das mit Wirkung vom 1. Oktober 2008 gültige Verwaltungsreglement 10/2008 des spezialisierten Investmentfonds (SIF) MEAC-Fonds wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 09.12.2008.

Anell / Strowa.

Référence de publication: 2008154039/2393/11.

Enregistré à Luxembourg, le 15 décembre 2008, réf. LSO-CX05600. - Reçu 34,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080184925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 décembre 2008.

### HAC World Top-Investors, Fonds Commun de Placement.

Der Beschluss zur Änderung des Verwaltungsreglements des HAC World Top-Investors, der von der M.M.Warburg LuxInvest S.A. verwaltet wird und den Anforderungen von Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen entspricht, wurde am November 2008 beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Diese Hinterlegung erfolgt zum Zwecke der Eintragung eines entsprechenden Hinweises im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 28. November 2008.

*Für die Verwaltungsgesellschaft*

M.M. Warburg LuxInvest S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2008154774/2112/17.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX00966. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080179327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

### Mecam Funds, Fonds Commun de Placement.

Das Sonderreglement des Teilfonds MECAM FUNDS GLOBAL Selection, welcher von HSBC Trinkaus Investment Managers SA (B 31.630) verwaltet wird und den Bestimmungen des Teil I des Luxemburger Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, wurde am 17.12.2008 am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 17. Dezember 2008.

HSBC Trinkaus Investment Managers SA

Unterschriften

Référence de publication: 2008154775/705/15.

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2008, réf. LSO-CX04504. - Reçu 24,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080186124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2008.

**Ositech Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2763 Luxembourg, 10, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 28.446.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 décembre 2008.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2008151791/5770/12.

(080179302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

**Eaton Moeller Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,****(anc. Eaton Holding VII S.à r.l.).****Capital social: EUR 40.500,00.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 135.885.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 novembre 2008.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2008151794/5770/14.

(080179298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

**Fininco, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 5.543.

*Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires en date du 17 novembre 2008*

1) Fin du mandat d'administrateur de:

- M. Cornelius Martin BECHTEL.

- M. Jean FELL.

2) Nomination au conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2009:

- Mme Virginie DOHOGNE, administrateur de sociétés, née à Verviers (Belgique), le 14 juin 1975, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

- M. Eric MAGRINI, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 20 avril 1963, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Luxembourg, le 26 novembre 2008.

Pour extrait sincère et conforme

Pour FININCO

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008154204/29/23.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX01019. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080181338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2008.

**C Chateau VII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**Siège social: L-2163 Luxembourg, 33, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 122.954.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 novembre 2008.

Martine SCHAEFFER

Notaire

Référence de publication: 2008151795/5770/13.

(080179292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 décembre 2008.

**Cisco Systems Luxembourg International S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Cisco Systems Luxembourg S.à r.l.).****Capital social: USD 186.113.700,00.**Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 78.770.

## EXTRAIT

La société CISCO SYSTEMS LUXEMBOURG INTERNATIONAL S.A R.L. a transféré son siège social avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2008 du 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg suite à une décision du Conseil de Gérance.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2008.

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A. - S G G

412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

Un mandataire

Signature

Référence de publication: 2008152547/795/21.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX00962. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080180417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2008.

**Amber Trust S.C.A., SICAF-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAF - Fonds  
d'Investissement Spécialisé.**Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 87.145.

## EXTRAIT

En date du 20 octobre 2008, le Conseil d'Administration d'Amber Trust Management S.A., agissant en sa qualité d'associé gérant commandité de la Société, a décidé de transférer le siège social de la Société du 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg.

Luxembourg, le 26 novembre 2008.

Pour Amber Trust S.C.A., SICAF-SIF

SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A. - S G G

412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

Un mandataire

Signature

Référence de publication: 2008152548/795/20.

Enregistré à Luxembourg, le 2 décembre 2008, réf. LSO-CX00959. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080180415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2008.

**PATRIZIA Real Estate 20 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 30.045.000,00.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 4, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 122.982.

*Gesellschafterbeschluss der alleinigen Anteilseigner vom 01. Dezember 2008*

Unter Verzicht auf die Einhaltung sämtlicher gesetzlicher und satzungsmäßiger Form- und Fristvorschriften für die Einberufung und Durchführung wird von der PATRIZIA Projekt 170 GmbH, geschäftsansässig in der Fuggerstraße 26 in 86150 Augsburg, eine Gesellschafterversammlung der Gesellschaft abgehalten.

Die Gesellschafterversammlung fasst einstimmig und mit allen Stimmen folgende Beschlüsse:

Es wurde beschlossen, die Amtsniederlegung von Herrn Alfred Hoschek als Geschäftsführer der Gesellschaft, mit Wirkung zum 1. Dezember 2008 anzunehmen.

Es wurde beschlossen, Herrn Arwed Fischer, geschäftsansässig in der Fuggerstrasse 26 in 86150 Augsburg, als Geschäftsführer der Gesellschaft, mit Wirkung zum 1. Dezember 2008 auf unbestimmte Zeit mit Einzelvertretungsbefugnis zu bestellen.

Luxemburg am 1. Dezember 2008.

PATRIZIA Luxembourg S.à.r.l.

Dr. Bernhard Engelbrecht

Geschäftsführer

Référence de publication: 2008154389/9664/24.

Enregistré à Luxembourg, le 10 décembre 2008, réf. LSO-CX04189. - Reçu 89,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080181724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2008.

**Zembla S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 36.742.

*Extrait des décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires tenue extraordinairement et par le conseil d'administration en date du 19 novembre 2008*

1) Fin du mandat d'administrateur et de président du conseil d'administration de:

- M. Cornelius BECHTEL

2) Fin du mandat d'administrateur de:

- Mme Christine SCHWEITZER

3) Nomination au conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2011:

- Monsieur Michel JENTGES, administrateur de sociétés, né à Saint-Mard (Belgique), le 29 janvier 1971, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

- Monsieur Hugo FROMENT, administrateur de sociétés, né à Laxou (France), le 22 février 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

4) Nomination comme présidente du conseil d'administration jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2011:

- Mme Virginie DOHOGNE.

Luxembourg, le 21 novembre 2008.

Pour extrait sincère et conforme

Pour ZEMBLA S.A.

Fortis Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2008154371/29/27.

Enregistré à Luxembourg, le 28 novembre 2008, réf. LSO-CW09511. - Reçu 14,0 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(080181353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2008.